

Mercredi 6 Mars 1872

Prix du Numéro : — Départements : 15 Centimes.

Les Manuscrits ne seront pas rendus

RÉDACTION : PARIS, RUE MONTMARTRE, 423

Directeur politique : LÉONCE DÉTROYAT

Mercredi 6 Mars 1872

Années : MM. Ch. Lagrange, Corf et C<sup>e</sup>, 6, place de la Bourse

40 FR. PAR AN. — 24 FR. PAR SEMESTRE. — 13 FR. PAR TRIMESTRE

BUREAUX : PARIS, RUE MONTMARTRE, 416

Administrateur : LOUIS GAL

# LA LIBERTÉ

## LES TELEGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

### France

Nous recevons de Nancy la dépêche suivante : « Nancy, 4 mars.

« Le comité de Nancy, considérant que la souscription nationale est avant tout un acte patriotique et un acte d'union pour le pays, qu'en stimulant l'initiative privée et l'esprit de sacrifice, elle ne saurait porter atteinte au crédit public, qu'enfin elle n'a cessé de rencontrer dans le département des sympathies unanimes, déclare persévérer dans son œuvre.

« Signé : LOMBARD, président. »

Marseille, 4 mars.

Par suite de quelques désordres et d'une collision qui s'est produite à la représentation du ténor Michot, au Grand-Théâtre, hier soir, une note de l'autorité supérieure, reproduite par les journaux de ce soir, a été adressée au directeur du théâtre, le prévenant que des mesures seraient prises pour régir les désordres s'ils se renouvelaient.

### Angleterre

Londres, 4 mars.

On mande de Leeds que 10 à 11,000 ouvriers employés à la fabrication du lin sont mis en grève, en vue d'obtenir la réduction de la journée de travail à neuf heures.

Chambre des Communes. — Répondant à M. Hughes, lord Enfield dit qu'il n'a reçu aucun avis l'informant qu'un grand nombre de personnes se seraient réfugiées à la Jamaïque pour échapper aux massacres de Cuba.

Londres, 4 mars, 7 h. 10 du soir.

Chambre des Communes. — Lord Enfield, répondant à M. Davenport, dit qu'il n'a reçu aucun avis l'informant qu'un grand nombre de personnes se seraient réfugiées à la Jamaïque pour échapper aux massacres de Cuba.

Il y a eu neuf prisonniers envoyés de Calais à Douvres, mais ce n'étaient pas des prisonniers politiques.

Vingt prisonniers ayant fait partie de l'insurrection de la Commune ont été envoyés en Angleterre par Dieppe.

Lord Lyons a reçu l'ordre de présenter à ce sujet des observations au gouvernement français. Lord Enfield répond ensuite à M. Virian au sujet de l'Anglais assassiné, le 2 juillet, à San-Juan, près de Port-Hueltas en Espagne, par le fils du second alcade, lequel malgré les remontrances répétées faites auprès du gouvernement espagnol, n'a pas encore été arrêté. Lord Enfield déclare que le gouvernement anglais a ordonné récemment à son représentant à Madrid de faire lui-même une enquête sur ce sujet.

Londres, 5 mars.

Chambre des Communes. — Longue discussion sur la proposition de M. Stansfeld de réduire de 20,000 hommes le contingent de 1872. M. Cardwell, ministre de la guerre, défend le budget militaire. La discussion est ajournée.

### Etats-Unis

Washington, 4 mars.

Le ministre des finances, M. Boutwell, achètera deux millions de bonds pendant le mois de mars. Il ne sera pas fait de vente d'or.

Le World dit que le traité, d'après l'interprétation américaine, de délimitation des territoires, si MM. Gladstone et Fish ne peuvent pas en réduire les morceaux, il est douteux qu'un arrangement contenant les deux nations soit possible.

### Autriche

Vienne, 4 mars.

On mande de Constantinople à la Revue du Nord, que le prince Gortchakoff, répondant à une demande de la Porte relative à l'armement de la flotte russe dans la mer Noire, a déclaré que l'armement de vingt-cinq navires composant la flotte n'a qu'un seul but, celui de faire des essais de manœuvres et d'instruire leurs équipages.

La Russie n'entend nullement construire de plus grands navires ni augmenter leur nombre.

### Belgique

Bruxelles, 4 mars, soir.

On télégraphie aujourd'hui de Berlin, à l'Indépendance belge, que, dans une réunion préparatoire, les membres libéraux de la Chambre des députés, au nombre de 40, ont émis un vote favorable à la loi concernant l'inspection des écoles.

De nombreuses assemblées provinciales seraient signalées, et les chances d'adoption de la loi se maintiendraient.

### Italie

Rome, 4 mars.

Le prince Frédéric-Charles est parti pour Naples, d'où il se rendra en Sicile. Le Journal catholique la Voie de la Vérité dément le bruit que la France et l'Autriche aient offert de nouveau l'hospitalité au pape.

(Agence Havas.)

PARIS, MARDI 5 MARS 1872

## LE BULLETIN POLITIQUE

Nos lecteurs trouveront aux tribunaux le résultat de l'affaire Janvier de la Motte : les quatre accusés ont été acquittés et remis immédiatement en liberté.

Un incident avait interrompu le résumé des débats présenté par M. le président des assises. Coup sur coup, M. le président des assises avait reçu et lu aux jurés une lettre du ministre des finances, accusant réception d'un arrêté de débet contre M. Janvier de la Motte, et une dépêche de M. Pouyer-Quertier expliquant que cet accusé de réception n'est qu'une pure formalité remplie par un fonctionnaire du contentieux, et ne préjudicant en rien la valeur de la pièce dont elle constitue simplement le dépôt.

Nous n'ajoutons que deux mots à la dépêche de M. Pouyer-Quertier. D'abord, nous trouvons pour le moins étrange qu'un de ses subordonnés ait cru devoir, sans nous avertir, adresser au président des assises de la Seine-Inférieure une communication du genre de celle que nous venons de relater.

En second lieu, nous estimons que cette communication n'invalide aucunement les déclarations de M. Pouyer-Quertier au sujet des 215,000 francs dont le ministre de l'intérieur se prétend créancier contre M. Janvier de la Motte. L'existence de l'arrêté de débet nous était connue avant que l'employé du contentieux du ministère des finances en eût accusé réception. Ce qu'il fallait prouver — et c'est ce que la communication adressée au président des assises ne fait point — c'est que les formes prescrites par la loi pour toute répétition contre un fonctionnaire pourvu d'un quitus de la cour des comptes, ont été respectées dans cet arrêté de débet.

L'acquiescement de M. Janvier de la Motte nous semble devoir dénouer la crise ministérielle d'une toute autre façon que celle qu'attendait M. Dufaure. S'il reste logique avec ses susceptibilités d'hier, c'est maintenant à lui de se retirer et à M. Pouyer-Quertier de persister plus énergiquement que jamais dans sa résolution de ne sortir du cabinet que devant un décret de révocation. Nous renvoyons, du reste, nos lecteurs à la Question du jour, où les points que nous venons de toucher sont traités d'une manière spéciale.

Dans sa séance d'hier le conseil municipal de Paris a étudié et résolu plusieurs questions fort intéressantes.

Un crédit de 1,700,000 fr. d'abord été ouvert, sur le budget extraordinaire de 1872, pour l'exécution immédiate des travaux de dérivation de la Vanne, et un autre crédit de 300,000 francs, pour les expériences d'utilisation des eaux, a été également adopté.

Sur la proposition de M. Gouin, le conseil s'est ensuite occupé d'une question qui intéresse au plus haut degré le commerce de l'Alsace. Refusant toutes les facilités offertes par l'Allemagne, les négociants de Mulhouse ont tout récemment

envoyé au ministre des finances une députation chargée de lui demander l'établissement, à Paris, d'entrepôts fictifs pour leurs produits. M. Gouin proposait au conseil d'émouvoir un vœu favorable à cette démarche : sa proposition a été adoptée.

Nous lecteurs connaissons les avantages considérables de l'entrepôt fictif sur l'entrepôt réel, pour les négociants. Nous ne leur en rappellerons que le principal. L'entrepôt fictif est la faculté concédée aux négociants de conserver dans des magasins qui leur appartiennent, dans les seuls s'ils ne réexportent pas dans un délai déterminé. Les négociants soumis à l'entrepôt réel, au contraire, ne peuvent garder les marchandises dans un seul corps de bâtiment, agréés par le Gouvernement, et fermés à deux clefs, dont l'une reste entre les mains des agents du service des douanes.

Nous avons, il y a deux jours, signalé à nos lecteurs une dépêche de Vienne annonçant qu'un arrêté du ministre des cultes venait de déclarer de nulle valeur tous les actes religieux des vieux catholiques et les sacrements donnés par leurs prêtres. Nous avons aujourd'hui sous les yeux le texte même de la circulaire adressée à ce sujet par M. Stre Mayer aux gouverneurs de province. Il y est dit que si les vieux catholiques avaient, conformément à l'article 6 de la loi du 25 mai 1868, fait une déclaration formelle et écrite annonçant qu'ils sont sortis de l'Eglise romaine, ils pourraient être autorisés à exercer les fonctions civiles confiées aux pasteurs spirituels des confessions religieuses reconnues par l'Etat; mais que tant qu'ils n'auront point fait cette déclaration dans les formes régulières, les registres civils (actes de naissances, de mariages, d'enterrements) tenus par eux n'auront aucun caractère public et ne pourront faire foi; et même leur devra être interdit, sous les peines légales, de tenir de semblables registres quasi-officiels.

## QUESTIONS DU JOUR

### L'ACQUITTEMENT DE M. JANVIER DE LA MOTTE

La justice a prononcé : M. Janvier de la Motte a été acquitté. Il ne nous appartient plus de discuter la conduite de l'homme. Notre respect pour les décisions du jury de Rouen nous oblige à la réserve la plus rigoureuse. Mais en laissant de côté le fonctionnaire, rendu à ses amis, nous ne pouvons pas, à l'exemple de la Gazette de France, ne pas faire ressortir que l'acquiescement de M. Janvier de la Motte est dû surtout à cette raison : que le préfet de l'Eure n'a été que l'agent d'un système inauguré en l'an VIII, consacré, renoué par le sénatus-consulte de 1861, sous le ministère de M. Fould.

La déposition de l'honorable M. Pouyer-Quertier, loyale et sincère, si mal présentée ou du moins mal comprise par des journaux passionnés, qui ont prêté leur appui à M. Dufaure, corrobore parfaitement notre opinion, et démontre de la façon la plus évidente que le procès de Rouen n'a été qu'un procès purement politique.

Nous livrons, en effet, à nos lecteurs impartiaux le passage suivant du témoin M. Pouyer-Quertier :

Les départements, a-t-il dit, votent, comme les communes et comme l'Etat, leur budget; mais on ne peut prévoir toutes les occurrences. Dans le cours de l'exercice se présentent des besoins

imprévus. En bien ! n'est-ce pas ce que l'Assemblée, un sénatus-consulte de 1861 a autorisé les préfets. A la Chambre, sous le ministère de M. Fould, j'ai combattu l'usage de ces virements. Aujourd'hui, de quelque façon qu'on l'apprecie, cette pratique existe, et mes efforts ne peuvent tendre qu'à la faire rentrer dans son cadre strict et régulier et la maintenir dans ses justes limites. Ces virements conduisent à ce qu'on appelle les mémoires fictifs.

Ces virements, a-t-il ajouté, se font dans toutes les communes de France, et il faut n'avoir jamais vu un budget d'Etat, de département ou de commune pour méconnaître leur existence et leur nécessité.

Il ne s'agit donc maintenant que de modifier, si la chose paraît indispensable, un système sous lequel on pouvait commettre impunément les actes qui ont permis à M. Dufaure de faire faire à M. Janvier huit mois de prison pour être acquitté ensuite par ses juges. Quelle législation quela nôtre ! Tandis que les chefs de la Commune vivent et font de la propagande révolutionnaire, un homme — disons le mot, un bonapartiste — est jeté en prison. Sous prétexte de dilapidation, on l'enlève à sa famille, on pénètre dans sa vie privée, on cherche à le déshonorer. — Qu'il succombe, qu'il survive à tant de peines et de souffrances, qu'importe ! il faut une victime, on n'hésite pas. Un ministre de la justice se donne le luxe de la choisir entre toutes; mais le jour est là, il l'acquiesce et le ministre restant ministre avant encore la faculté de chercher, si cela lui convient, à mieux réussir une autre fois. C'est inouï; mais l'article 75 n'a-t-il pas été supprimé ? Et l'accusé de Rouen ne pourra-t-il pas poursuivre à son tour celui qui n'a cessé un seul instant de chercher à le déshonorer ?

Que notre impartialité bien connue nous expose à des attaques passionnées, qu'on nous accuse de faire bon marché de nos sympathies, qui sont toutes acquises à la République, nous n'y prenons garde; ce que nous disons pour M. Janvier de la Motte, nous le dirons pour M. Razoua, pour MM. Pyat ou Delecluze. Jamais la haine de parti ne nous égara dans les questions personnelles touchant à l'honneur de qui que ce soit. Nous n'avons à cet égard ni sympathies ni antipathies. Sans nous laisser égarer par nos amitiés personnelles, nous dirons en conscience ce que nous pensons — nous croyons qu'après ainsi le devoir de tout honnête homme — nous n'y fail- lions jamais. Nous sommes susceptible d'erreur, mais nous ne pourrions jamais être accusés de mauvaise foi. Aussi, ne laissons-nous pas passer inaperçues ces dépêches qui nous confondent, tant elles nous semblent contenir de partialité, de passion, de haines. En quels temps vivons-nous ? A quel régime sommes-nous donc soumis ? Qu'en juge :

Rouen, 4 mars, 5 h. — du soir. Affaire Janvier de la Motte. — Le jury est en délibération depuis une heure et quart; il est encore en séance en ce moment.

Pendant son résumé, le président a lu une lettre du ministre des finances accusant réception d'un arrêté de débet contre M. Janvier de la Motte; cette lecture a produit une vive impression.

M. Pouyer-Quertier, informé par le télégraphe, a répondu par la même voie, au président de la cour d'assises, en ces termes : « ON VOUS A INDIQUÉ EN ERREUR, l'accusé de réception dont vous avez parlé n'est que de forme et est donné par un fonctionnaire du contentieux : CELA N'A AUCUNE VALEUR que comme constatation de réception; mais cela n'invalide en rien ce que J'AI DIT. »

Hier, on discutait pour savoir si M. Pouyer-Quertier céderait la place à M. Casimir Périer sur la demande de M. Dufaure. M. Thiers a agi en homme honnête, et nous ne saurions assez le louer de s'être

refusé à prendre aucune décision qui aurait pu influencer le verdict du jury. Aujourd'hui il ne lui est plus permis d'hésiter.

Par respect pour la justice, il doit renvoyer M. Dufaure et conserver M. Pouyer-Quertier. Ainsi le veut la logique; M. Thiers s'y soumettra-t-il ?

LÉONCE DÉTROYAT.

### L'INTERNATIONALE

Nous avons déjà dit toute notre pensée à l'égard du projet de loi édictant une pénalité contre les citoyens français qui resteraient affiliés à l'Association internationale des travailleurs; nous sommes toujours et quand même du parti de la liberté. Nous pensons en effet que de tous les systèmes de gouvernement, le moins absolu, — quoi qu'on dise — est celui-là; les gouvernements modernes, qui ont à leur service l'opinion publique, qui leur donne la force morale, et l'armée, qui leur donne la force matérielle, n'ont point mission de prévenir, mais celle de réprimer.

L'Association internationale des travailleurs est assurément la plus détestable des institutions, mais tant qu'elle reste dans le vague des théories, tant qu'elle ne descend pas dans la rue avec son drapeau et ses adhérents, le Gouvernement n'a pas à s'en occuper. La police qui obéit à l'impulsion du pouvoir doit suivre les agissements des affiliés, afin qu'on puisse leur opposer, au moment de l'action, les forces militaires dont le Gouvernement dispose.

Le défenseur de l'Association internationale, M. Tolain, nous a donné, dans la séance d'hier, la mesure du chaos qui règne dans le monde des travailleurs, et sa profession de foi égalitaire et communiste prouve que depuis vingt ans l'étude de ce qu'on appelle questions sociales est devenue le monopole des agitateurs d'ateliers et de brasseries.

Saint-Simon, Fourier, Proudhon, Jean Reynaud et tant d'autres qui ont imposé à l'attention du monde entier leurs recherches sur l'extinction du prolétariat, ne seraient pas médiocrement surpris d'apprendre par la bouche de M. Tolain que l'Association des forces, des aptitudes, des capitaux mêmes n'est qu'un de ces moyens sans efficacité qu'il faut reléguer au dernier rang, et que l'égalité des salaires peut seule débarrasser du prolétariat.

La doctrine du communisme nettement posée par M. Tolain est au moins singulière. Que vont penser les moutons, mécaniciens, peintres décorateurs, serruriers, sculpteurs, etc., d'une semblable doctrine profitable aux manœuvres, aux balayeurs et autres ?

M. Louis Blanc, qui, dégoutté des ouvriers, garde le silence depuis vingt ans sur les questions sociales, avait posé l'axiome suivant : « A chacun suivant ses besoins, à chacun suivant ses forces. » Cette utopie pouvait nous mener très loin, mais elle présentait au moins une apparence de logique et de sens commun.

Les travailleurs repoussent même une association en participation dans les bénéfices des chefs d'industrie : ils sentent que leur existence nomade rendrait cette participation illusoire. Aujourd'hui dans un atelier, demain dans un autre, travaillant quand il leur plaît, leur participation à une entreprise qui ne peut prospérer qu'à la condition de produire dans des délais rigoureusement fixés, serait au moins très difficile à établir. D'ailleurs, toujours prêts à prendre leur part dans les bénéfices, comment les ouvriers débandés, n'ayant plus au service de chacun les forces de ces corporations d'autrefois qu'on a détruites

au nom de la liberté, et qu'on s'efforce de reconstituer au nom de la solidarité, pourraient-ils faire face aux éventualités, aux revers, aux pertes inséparables de toute exploitation industrielle.

L'internationalisme est l'association des prolétaires de tous les pays contre ceux qui possèdent. Cette ligue de toute une classe, dans tous les pays du monde, a détruit en France jusqu'au sentiment de la patrie.

Machiavel, qui avait fait de l'histoire et des hommes une étude profonde, observe avec sagacité que la prospérité inouïe de la République romaine était due au bon sens des plébéiens d'alors, qui, au lieu de s'insurger contre le Sénat, mirent tous leurs efforts à partager le pouvoir avec lui.

Pourquoi M. Tolain et ses amis, si bien servis par le suffrage universel, n'imitent-ils pas les anciens maîtres du monde ?

JULES DE PRACY.

## ECHOS PARLEMENTAIRES

L'air était chargé de bruits graves et contradictoires, de démissions de portefeuille, de remaniements ministériels, d'interpellations menaçant de mettre le feu aux poudres. Dans tous les lieux de réunion où la politique se dit à l'oreille, avant de chausser le cothurne et de se jeter dans le solennel appareil de la discussion publique, rue des Réservoirs, dans les couloirs, la première question était de se demander des nouvelles de l'incident Pouyer-Quertier, le plus imminent, sinon le plus important, de tous ceux qui sont suspendus au-dessus de nos têtes à l'état de point d'interrogation.

Que se passait-il dans le conseil des ministres, réuni extraordinairement, et où l'on aurait que M. Thiers devait poser nettement la question entre l'honorable M. Pouyer-Quertier et l'honorable M. Dufaure, dont le retrait est inévitablement lié à la permanence du ministère des finances ? On s'attachait surtout à discuter les raisons politiques et générales qui plaident pour la conservation de l'un ou de l'autre de ces deux ministres. Quant au droit pour M. Pouyer-Quertier de déposer comme témoin, en suivant les inspirations de sa conscience, on ne songeait pas à le contester.

S'il faut en croire les renseignements les plus autorisés, le ministre des finances veut attendre que la Chambre ait elle-même prononcé sur son cas et que les interpellations annoncées aient été publiquement vidées avant de se retirer. C'est là une attitude conforme à la franchise et à l'énergie de ses déclarations devant la cour d'assises.

On assure même qu'il aurait coupé court de la façon la plus péremptoire aux délibérations de ses collègues. Sortant de la salle du conseil, il aurait annoncé qu'on pouvait le destituer, mais qu'il ne donnerait pas lui-même sa démission. Le nouvellement qui nous transmet ce récit ajoute que l'honorable M. Pouyer-Quertier a pris le train de Paris à l'issue de cette scène.

Un ministre dont la retraite n'est aujourd'hui un mystère pour personne, c'est le général de Cissey. Son état souffrant n'a fait qu'empêcher, et lui rend plus longtemps insupportables les fatigues et les émotions du portefeuille. On lui donne pour successeur le général de Valazé.

Les émotions du dehors se traduisent dans l'intérieur de la salle par une affluence extraordinaire de curieux, mêlés à et là de quelques notabilités.

Le quart-d'heure des séances palpitantes, est interrompu pendant lequel le public ennuie attend avec impatience l'entrée froide et imposante du président et des secrétaires de l'Assemblée, se prolonge aujourd'hui jusqu'à trois heures. On l'emploie à se préoccuper soi-même les interpellations les plus foudroyantes et les discours les plus imprévus.

BOURSE DU 5 MARS		Précéd.	Dernier	Plus	Dernier	Précéd.	Dernier	Haus-	Bas-	PRIMES		LIQUIDATION		FIN PROCHAIN	
		culture	cours	haut	cours	culture	cours	se.	se.						
05	3 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	Départ. de la Seine.	215	213 75	1 35	8 0/0	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	4 1/2 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	Ville, 1850-1860	180	180		10 0/0	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	5 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1865	180	180		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	6 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1870	217	217 75	60	Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	7 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1875	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	8 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1880	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	9 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1885	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	10 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1890	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	11 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1895	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	12 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1900	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	13 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1905	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	14 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1910	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	15 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1915	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	16 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1920	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	17 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1925	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	18 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1930	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	19 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1935	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	20 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1940	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	21 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1945	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	22 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1950	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	23 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1955	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	24 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1960	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	25 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1965	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	26 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1970	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	27 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1975	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	28 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1980	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	29 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1985	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	30 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1990	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	31 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	1995	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	32 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2000	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	33 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2005	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	34 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2010	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	35 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2015	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	36 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2020	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	37 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2025	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	38 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2030	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	39 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2035	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	40 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2040	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	41 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2045	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	42 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2050	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	43 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2055	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	44 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2060	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	45 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2065	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	46 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2070	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	47 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2075	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	48 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2080	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	49 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2085	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	50 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2090	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	51 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2095	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	52 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2100	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	53 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2105	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	54 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2110	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	55 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2115	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	56 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2120	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	57 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2125	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	58 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2130	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	59 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2135	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	60 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2140	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	61 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2145	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	62 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2150	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	63 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2155	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	64 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2160	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	65 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2165	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	66 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2170	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	67 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2175	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	68 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2180	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	69 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2185	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	70 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2190	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	71 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2195	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	72 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2200	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	73 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2205	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	74 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2210	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	75 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2215	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	76 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2220	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	77 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2225	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	78 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2230	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	79 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2235	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	80 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2240	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	81 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2245	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	82 0/0	95 50	95 60	95 70	95 80	2250	218	218 50		Emprunt Italien	41 1	50 55	50 55	50 55	50 55
05	83 0/0														



Enfin la séance est ouverte. La voix glapissante des huissiers a retenti, se mêlant à la voix grave de M. Grévy, qui donne la parole à M. Brisson pour une question que ce dernier veut adresser à l'honorable garde des sceaux.

On remarque que l'honorable M. Dufaure est le seul ministre présent à la séance. Les spectateurs bien informés, qui ignorent cependant le départ de M. Pouyer-Quertier pour Paris, et la façon brusque et énigmatique dont s'était terminée le conseil, ces prophètes, dans toute l'ardeur de leur prophétie, annonçaient que la crise était close par la retraite du ministre des finances et la conservation du ministre de la justice.

Après M. Busson, qui conteste la légitimité des procédés d'information employés par la commission d'enquête pour les événements du 18 mars, M. Emmanuel Arago se plaint, avec la voix que lui connaissent, d'avoir été couché tout au long dans le rapport de M. Delpit sans qu'on l'ait jamais appelé devant la commission pour l'entendre.

Incident fort curieux entre M. Baze et la gauche qui l'accuse d'avoir livré à la publicité les documents de l'enquête, avant leur distribution complète aux membres de l'Assemblée elle-même.

L'irascible question perd chaque jour un pouce de sa foi enthousiaste qu'il a excitée jadis parmi ses collègues. Oublier les souvenirs, certainement très honorables, mais fort bien récompensés jusqu'ici, de la nuit de décembre ; grâces le questeur, vous trouvez le despoite. L'Assemblée s'en aperçoit tous les jours.

Vos lecteurs devront lire au compte rendu le discours du député Tolain. C'est aussi un document de l'enquête.

## REVUE DES JOURNAUX

Nous constatons hier avec un vif regret qu'un certain nombre de nos confrères, égarés par la passion politique, s'étaient laissés entraîner, dans leurs appréciations de la courageuse déposition de M. Pouyer-Quertier, jusqu'à la violation de la première règle de la presse : la liberté de conscience.

Nous sommes heureux de rencontrer, aujourd'hui, chez les journaux qui, comme nous, font profession de placer l'intérêt du pays au-dessus de toute autre considération, au-dessus de toute attitude et tel ou tel parti, un jugement plus impartial et plus équitable sur l'attitude prise et gardée, à la cour d'assises de la Seine-Inférieure, par l'honorable ministre des finances.

M. Pouyer-Quertier, dit la *Presse*, a été trop fidèle à son serment de dire toute la vérité. Il a caractérisé d'un seul mot toute la poursuite si laborieusement éditée par ses collègues plus encore par la morale et des finances départementales. Il a parlé en langage honnête, loyal, sincère, imprudent même. Il a imploré la justice, l'œuvre de son collègue, le ministre de la justice ; il a directement blâmé l'intervention excessive ou arbitraire de son ancien collègue, M. Casimir Périer. — Vous voyez d'ici l'orage qui gronde au-dessus du trop véridique ministre ! Vous entendez les plaintes, les récriminations et les menaces ! Grâce à M. Pouyer-Quertier, le ministre de la justice de la Motte est jugé par l'opinion publique, quelle qu'elle soit d'ailleurs l'issue définitive.

Le *Soir*, sans rentrer dans le fond du débat, fait entendre aux membres du cabinet des paroles d'apaisement et de conciliation. Il espère que, depuis hier, le ministre des finances et ses collègues auront réfléchi à la gravité des conséquences de sa retraite.

La nuit porte conseil, et tel se couche irrité qui se réveille fort conciliant. On ne peut nier, en effet, que M. Pouyer-Quertier n'ait joué un rôle actif et décisif dans les négociations avec la Prusse, et nous comprenons très bien qu'au dernier moment, les uns, songeant aux services qu'a déjà rendus le ministre des finances, ce dernier pensant aux services qu'il peut rendre encore, n'aient fait bon marché de leurs susceptibilités réciproques et subordonné les considérations d'amour-propre aux intérêts du pays.

Quant à la susceptibilité dont M. le garde des sceaux se serait tout d'un coup senti pris à l'endroit du résultat probable de la déposition de son collègue des finances, le *Moniteur universel* en parle comme il faut.

Un journal anonyme, dit-il, M. Dufaure se serait décidé à donner sa démission, si M. Janvier de la Motte venait à être acquitté. C'est prêter à M. le garde des sceaux une bien grande susceptibilité, et nous ne saurions admettre, pour notre part, que le ministre, qui a assisté aux discussions philosophiques aux acclamations prononcées par plusieurs jurys en faveur des journaux qui ont insulté l'Assemblée nationale, s'indignât de l'indulgence du jury de Rouen pour un ex-préfet de l'empire, au point de ne plus vouloir garder le portefeuille de la justice.

Le *Courrier de France* nous montre le gouvernement et l'Assemblée en proie à une

hallucination fébrile, malade : la crainte du bonapartisme. « Le spectre de l'Empire, s'écrie M. Robert Mitchell, vous masque une réalité bien autrement terrible, bien autrement effrayante : la démagogie ! » Et notre confrère trouve, dans le procès de Rouen, un saisissant exemple de cette étrange et aveuglante obsession, qui semble s'être plus particulièrement appesantie sur M. Thiers.

On sait que depuis le 21 mai dernier, la Suisse est le refuge d'une bande choisie d'incendiaires et d'assassins, qui ont eu la prudence et l'adresse de quitter l'Alsace avant le dernier soupir de la Commune.

Ces braves gens vivent là-bas en famille, peu soucieux du mal qu'ils ont fait, et préparant dans la retraite un avenir meilleur pour leur abominable cause.

Le gouvernement s'était, à bon droit, ému de ce voisinage, et sans doute il allait s'en aller, lorsque soudain, sur les bords du lac Léman, au milieu de cette cote de brigands, l'œil perçant de M. le président de la République découvrit un ancien préfet de l'Empire !

Dès lors, commencent, incendiaires, coupeurs de bourse, fuyant les poursuites, à se lever ; seul M. Janvier de la Motte se détache nettement de l'orbite gouvernementale.

Une fois encore l'ombre de l'aigle se montrait juste à point pour sauver les plus grands criminels que mentionne l'histoire.

La *Gazette de France* s'étonne de la violence avec laquelle certains journaux ont accusé M. Pouyer-Quertier d'avoir, dans sa déposition, « professé et défendu les théories les plus dangereuses pour la gestion des deniers publics ». Notre confrère fait observer, avec beaucoup de raison, que l'honorable ministre des finances n'a émis sur ce point aucune théorie qui lui soit propre, et qu'il s'est borné à établir une situation aussi regrettable qu'incontestable.

De cette situation le ministre actuel des finances ne saurait être responsable. Elle est, on ne saurait le répéter, la conséquence logique d'un régime d'incertitude et de centralisation, lequel le régime de la République prétendait faire régner la France.

Il est remarquable que certains républicains, qui affectent aujourd'hui de s'indigner si fort, ont fait, il y a quelques mois, la plus violente opposition à la loi sur les conseils généraux, qui, en instituant les commissions permanentes, donne pour la première fois aux contribuables le pouvoir de contrôler par eux-mêmes l'emploi des ressources départementales. C'est dans cette voie cependant, il ne faut pas se lasser de le redire, que se trouve le remède aux abus qui frappent aujourd'hui la vie politique de notre pays. Quelles modifications de détail seraient tout à fait impuissantes à réformer un système qui conduit à la violation de toutes les règles, rend l'observation des lois impossible, et condamne les administrés à chercher le progrès dans l'arbitraire et la fantaisie.

## CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance du 4 mars 1876

M. Chevalier signale des affiches signées de deux maires de Paris où l'on s'efforce de dévaloriser la souscription nationale.

M. le préfet ignore ce fait. Dans une circulaire adressée aux maires, il a — ainsi que le remarque M. Rigaut — engagé les maires à s'occuper de la souscription, mais non à titre de maires.

M. A. Delavigne. — C'est dans ces termes que le maire du 10<sup>e</sup> arrondissement a écrit au préfet. Mais les paroles du préfet ont tout permis, et dans une assemblée un 10<sup>e</sup> arrondissement, on a décidé la clôture de la souscription.

Travaux de la Vanne et de Gennevilliers. — Au nom de la première et de la sixième commission, M. Gouin — vu le peu de probabilité qu'il y a de voir l'emprunt spécial de 19 millions nous autoriser, vu le besoin qu'il y a de continuer les travaux de la Vanne et de limiter le moment où l'eau sera servie à la population, conclut à ce que soit ouvert immédiatement un crédit de 1,700,000 francs pour la Vanne et de 300,000 francs pour Gennevilliers, — avec application, s'il est besoin, sur les revenus du budget extraordinaire.

Adopté.

M. le préfet parle de l'ancien agent qui, sur une lettre attestant son dévouement à l'empire, aurait obtenu tout récemment une place dans le service du balayage. Cet individu s'étant, comme d'habitude, adressé à un des chantiers de la Ville, a été embauché comme terrassier. Il n'y a donc point de rapport entre ce fait et la lettre communique par M. Lockroy.

M. le préfet considère la lettre que l'employé qui a communiqué cette lettre a manqué à ses devoirs.

M. Lockroy remercie le préfet ; mais il ne croit pas que les employés qui font connaître des faits de la nature de celui qui l'a signalé soient si coupables.

M. Paymal demande que toute interpellation à faire soit déposée d'avance pour que M. le préfet ait le temps de l'étudier.

M. le président déclare que, s'il avait su à quoi se rapportait l'interpellation de M. Lockroy, il ne lui aurait pas accordé la parole.

Collège Rollin. — Dépenses probables en 1876, 187,805 fr. — Recettes, 140,650 fr. Déficit probable, 28,815 fr.

Une longue discussion s'engage entre M. Jacques, rapporteur, et MM. Dubief, Ranc, Tranchant, Depaul et Ohnet : 1<sup>o</sup> sur le taux du traitement des professeurs ; 2<sup>o</sup> sur la question de savoir s'il ne convient pas de rendre à l'Etat le collège Rollin.

Le conseil est unanime à vouloir que les ho-

noraires des professeurs de Rollin soient égaux à ceux des professeurs de lycées.

M. Ohnet et M. Dubief combattent M. Beudant, qui voudrait rendre le collège à l'Etat, et ils prouvent que lorsque ce collège sera diaboliquement Trudaine, où il pourra recevoir sept cents internes, on verra les familles se disputer les places.

M. Trudaine, les travaux de l'avenue Trudaine semblent arrêtés. Le conseil a voté 300,000 francs pour cette année, et l'achèvement de l'édifice coûtera encore 2 millions. Et la Ville n'a pas d'argent. Et l'Etat ne parle pas de lui rendre les 200 millions de la contribution de guerre.

Le budget de Rollin est adopté, et M. le préfet déclare l'œuvre dans la discussion qui vient d'être faite, un encouragement à entrer dans la voie de l'augmentation des honoraires des professeurs.

Projet de tramway à Neuilly. — M. Cantagrel désire entretenir le conseil d'une question qui intéresse le conseil général. D'après les renseignements qu'il a recueillis, la ville de Neuilly aurait obtenu du gouvernement l'autorisation d'établir un tramway sur la partie de l'avenue de la Grande-Armée qui s'étend des fortifications au pont de Neuilly, à condition qu'elle modifierait, à ses frais, le profil de l'avenue conformément à celui qui existe dans Paris.

Pour l'exécution de cette concession, la ville de Neuilly aurait trouvé un entrepreneur qui lui rembourserait une somme de 500,000 fr. au moyen de laquelle elle exécuterait la modification du profil de l'avenue. Une enquête est ouverte en ce sens par les soins de M. le préfet de la Seine.

Selon l'honorable membre, l'intérêt particulier d'un certain nombre de propriétaires de Neuilly, et les intérêts généraux du département. C'est ce qui pourrait arriver, si l'exécution du tramway en question devait apporter une entrave quelconque aux projets de chemins de fer que le conseil général voterait à sa prochaine session.

Il prie M. le préfet de vouloir bien dire, s'il les connaît, les intentions du gouvernement relativement à cette entreprise. Ne pouvait-il, avant d'accorder une concession, prendre l'avis du conseil général ?

M. le préfet répond que depuis longtemps, la ville de Neuilly s'occupait de ce tramway. Il fait savoir d'ailleurs qu'un plan de centralisation, qui lui-même ne doit pas être général, aurait ultérieurement droit, sans remboursement, de reprendre ce réseau spécial quand la question des tramways départementaux aurait été résolue.

M. le préfet explique qu'il y a eu concession, sans enquête. Comme cela a eu lieu, plus d'une fois, l'enquête vient après. M. Cantagrel, c'est une expérience qui, plus tard, pourra servir dans le réseau général. Les populations verront ainsi fonctionner un tramway dans des conditions nouvelles.

Sur le rapport de M. Bourneuf-Aubertot, mise à l'ordre du jour la proposition de l'alignement du quai d'Austerlitz.

M. le préfet dit que M. Thorel, le conseil adopte la réparation des bâtiments de l'assistance publique, avenue Victoria, 5.

Deux avis favorables à l'acceptation de legs : l'un dit Jacques Borel, à la congrégation des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul ; l'autre à l'assistance publique, par la veuve Legagneur, Mutel et autres.

M. Ohnet lit le rapport de la commission chargée d'étudier la modification du périmètre de la place du Château-d'Eau. Ce rapport soulève, de la part de MM. Lavocat, Delahaye, Mallet, Binder, Christophe, Puteaux, Murat, Ferré, Martial Bernard et M. le préfet, une longue discussion, qui sera continuée demain prochain.

La séance est levée à six heures un quart.

On lit dans le *Morning-Post* :

S. A. R. le prince de Galles souffre toujours de son affection à la jambe. Le prince a pu, cependant, faire une promenade en voiture avec la princesse royale, mais il a dû choisir une voiture plus facile à monter. Cette circonstance retardera sans doute de quelque temps le projet de voyage de S. A. R. sur le continent.

## NOS INFORMATIONS

EXÉCUTION DE LEMETTRE

Nous recevons la dépêche suivante :

« Marquise, lundi, 7 h. du matin.

« On vient d'exécuter Lemettre, condamné à la peine de mort pour avoir assassiné sept personnes, et qu'on avait surnommé le Troppmann du Nord.

« L'exécution a eu lieu sur la place de Marquise, en présence d'une foule immense accourue de toutes les localités environnantes. On évaluait à plus de cinq cents le nombre des personnes venues de Boulogne-sur-Mer.

« Lemettre est mort en manifestant les plus grands regrets des nombreux crimes qu'il avait commis. Il était extrêmement abattu, et la fatale toilettée terminée, c'est à peine s'il avait conscience de lui-même. Aucun incident à signaler. »

LES CONSEILS DE GUERRE

C'est demain, mercredi, que passera devant le 9<sup>e</sup> conseil de guerre, le nommé Chicanot, commandant du 153<sup>e</sup> bataillon. Au 30 octobre, ce bataillon envahissait l'hôtel de ville ; au 18 mars, il fournissait la garde de la rue des Rosiers ; quelque temps après, il combattait à Châtillon, à Asnières, à Neuilly, dans les maisons de la rue Poyronnet et Borghesi,

et le 23 mai, aux barricades du boulevard Ornano. La défense sera présentée par M. Charles Legrand.

LES AFFICHES

Le directeur général des postes vient de faire placer un avis rappelant au public que l'affranchissement est obligatoire pour les départements annexés à la Prusse. Les lettres non affranchies sont toutes renvoyées par les bureaux allemands. En même temps, une circulaire de M. Ramponnet avertit tous les directeurs des postes de province de faire apposer une affiche identique sur les murs de leurs villes respectives.

L'administration du Mont-de-Piété annonce pour le courant du mois la vente des objets déposés en nantissement dans les mois de février, mars et avril 1876, et qui ont jusqu'à ce jour bénéficié de la prolongation des échéances.

LA RÉGIE

Paris, qui manquait de tabac depuis deux jours, va enfin en retrouver de nouveau chez les débiteurs. A partir de ce matin, la régie délivrera à ceux-ci des paquets de tabac d'un franc vingt-cinq et de cinquante centimes ; ces derniers sont naturellement réduits de moitié. La régie s'occupe en ce moment de faire confectionner des paquets qui, moins lourds que les anciens paquets du même prix, seront vendus un franc. Quant aux cigarettes à la main, le prix du paquet de vingt est, dès à présent, fixé à 55 centimes au lieu de 50, prix minimum : beaucoup de débiteurs voudront certainement les vendre plus cher. Le marchand de tabac, de qui nous tenons ces détails, nous a dit que jamais, depuis bien longtemps, Paris n'avait fumé autant de cigarettes pendant la journée d'hier, par suite du manque de tabac. C'est surtout des cigarettes de 15 centimes qu'on a fait une effrayante consommation. On a également fumé un tel nombre de londres que beaucoup de débiteurs n'en ont plus ce matin.

LE BALAYAGE A PARIS

Par ordre de M. Léon Say, les balayeurs ont commencé, depuis hier, leur travail à deux heures du matin au lieu de quatre, de telle sorte qu'à quatre heures, quatre heures et demie au plus tard, la toilette de la ville est absolument terminée, et que les promeneurs matutins ne sont plus exposés à recevoir d'éclaboussures dans les jambes.

L'AVENUE DE LA MOTTE PIQUET

M. Alphand fait en ce moment, avenue de la Motte Piquet, une expérience de plantation. Si les résultats qu'on en attend sont obtenus, toutes les plantations de Paris seront désormais faites de la même manière.

Les contre-allées de l'avenue sont divisées en deux zones, par une zone bitumée. On supprime la zone plantée la plus voisine des maisons, la distance entre les arbres et la propriété étant trop restreinte. On ne conserve donc que la rangée en bordure de la chaussée. On fait alors de chaque côté de la zone bitumée de vastes tranchées de deux mètres de largeur sur deux mètres de profondeur ; on enlève toute la terre qui n'est pas meuble, et on la reporte dans la tranchée. C'est là un travail assez important, et qui garantit le succès des plantations qui vont être faites. Ainsi les maisons ne seront plus obstruées. Les arbres trouvant une terre meilleure et un drainage complet, seront dans les meilleures conditions pour grandir rapidement et donner un ombrage suffisant. Enfin c'est une véritable économie, car l'arbre d'alignement coûte fort cher.

LES ŒUVRES DE COURBET A SAINTE-PÉLAGIE

Un ami de Courbet nous a communiqué hier les croquis des deux tableaux que le peintre d'Ornans a faits durant son séjour à Sainte-Pélagie.

Le premier, sur lequel nous n'insisterons pas, représente un bouquet de fleurs, ainsi que nous l'avons annoncé il y a quelques jours dans un long article sur Sainte-Pélagie. Cependant un détail assez curieux et dont nous garantissons l'authenticité, c'est que les lys qui figurent encore sur les croquis auraient été remplacés, sur l'avis de quelques-uns des amis de M. Courbet, par une immense gerbe de coquelicots. Qui diable les allusions politiques vont-elles se nicher !

Le second, qui n'est point encore tout à fait terminé et que le public pourra apprécier dans deux mois à l'exposition des Champs-Élysées, représente l'intérieur de la cour de l'Orangerie. Ce tableau, recommencé jusqu'à trois fois par la difficulté que le manque de modèles créait à son auteur, passe pour être une des toiles les mieux réussies qu'il ait jamais faites, et l'on prétendait même hier chez un artiste, qui est loin de l'aimer, qu'il avait été vendu 400 mille francs à une personne fort connue à Paris. Courbet aurait-il essayé de prendre de mémoire, dans ce tableau, tous les personnages importants qui ont été à l'Orangerie, et qui, sans doute, doit s'y trouver un grand prix à son œuvre.

Nous pourrions en juger bientôt.

CRIMES, SUICIDES ET ACCIDENTS

André et Huvier, ouvriers, demeurant tous deux rue du Temple, se trouvaient en rivalité auprès d'une personne de leur quartier. André avait été refusé et conservait rancune à son camarade. Celui-ci se permit hier quelques réflexions désobligeantes et certaines railleries qui blessèrent l'amour-propre d'André. Exaspéré, il se saisit d'un ciseau aigu qui lui tomba sous la main, et il en porta un coup épouvantable à son rival. Huvier s'affaissa sur lui-même, privé de sentiment. On espère cependant que la blessure ne sera pas mortelle.

Un détenu de la prison de Saint-Denis s'est étranglé la dernière, dans un accès de désespoir causé, assure-t-on, par le remords. Arrêté pour un fait d'immoralité qu'il nous est interdit de désigner, le malheureux ne voyant en perspective que le déshonneur, résolut d'en finir avec une existence désormais légitime. Profitant du sommeil de ses trois co-détenus, couchant dans la même chambre que lui, il se pendit aux barreaux de la fenêtre grillée au moyen de sa cravate.

Ce matin à 6 heures, quai de Bercy, près le pont National, les sieurs Crété Charles, marinier de l'octroi demeurant quai de la Rapée et Joret Jean, même profession, ont retiré de la Seine le cadavre d'une jeune femme âgée d'une trentaine d'années environ, vêtue d'une robe noire en alpaga, d'un corsage de même étoffe et d'une paire de bottines en drap. Le cadavre, en regard à son état de décomposition avancée, paraissait avoir séjourné quelques mois dans l'eau.

M. Mercadier, commissaire de police le fit transporter à la Morgue après les constatations d'usage.

Avant-hier, le sieur Bossonnez (Lucas), âgé de 51 ans, commissionnaire, demeurant de l'Arcade, 44, rentrait chez lui en état d'ivresse. Arrivé à la hauteur de son étage, il fut pris d'un éblouissement et tomba en arrière. Il roula jusqu'au bas de l'escalier. Quand on le releva, il ne donnait plus que quelques signes de vie. Le malheureux avait le crâne fracassé. Transporté à l'hôpital Beaujon à 3 heures, il y est mort une heure après.

Rue du Faubourg-Saint-Honoré, 85, la nommée Marie Roussel, couturière, âgée de 22 ans, fille aux mœurs assez légères, au désespoir d'être abandonnée par son amant, a tenté de se suicider. Ayant allumé un réchaud, elle fut suffoquée par les premières vapeurs, et tomba sur le feu. Ses brûlures lui ayant arraché des cris de douleur, on accourut à son secours. Il était temps. La malheureuse avait la figure presque entièrement carbonisée. On l'immédiatement transportée à l'hôpital Beaujon. Son état paraît désespéré.

Hier à la hauteur du pont de Bercy nous avons assisté au repêchage de fûts de vin qui avaient été jetés dans la Seine sous la Commune. Ce sont presque tous des fûts d'Orléans marqués L. A.

L'HÔTEL COLBERT

Le hasard nous a fait arrêter hier rue du Mail, n<sup>o</sup> 7, devant une maison en réparation. Deux pilastres en forment l'entrée. Au-dessus de la partie la plus élevée du chapiteau est une tête de soleil rayonnant. Les volutes sont formées par des coquilles dont les regards sont dirigés vers la tête du soleil. Nous avons interrogé curieusement l'architecte sur le sens de ces allégories, et il nous a dit qu'il répondait que cet hôtel avait été bâti par Colbert vers 1696, et que le grand ministre dont la fortune avait été la même origine que celle de Louvois, et qui n'en avait pas moins de vantes prétentions à la noblesse, avait pris pour emblème la coquille comme Louvois avait pris le loup. Les pilastres qui ont été respectés sont, d'ailleurs, tout ce qu'il reste aujourd'hui de l'ancien hôtel.

RÉGULARISATION DE LA RUE GERMAIN-PILON

Des travaux commencent aujourd'hui, rue Germain-Pilon, à Montmartre, pour régulariser la pente de cette rue, une des plus dangereuses de ce dangereux quartier. La rue Germain-Pilon, qui aboutit d'un côté à la rue des Abbesses, et de l'autre au boulevard Clément, forme en effet avec le sol de ce boulevard un angle de 35 à 40 degrés. Ça et là, le sol s'abaisse brusquement, pour remonter, non moins brusquement, quelques mètres plus loin. De là le nombre énorme d'accidents de voitures qu'on signale dans cette rue. M. Clément, maire de Montmartre, avait eu, pendant le siège, l'heureuse idée de faire distribuer au milieu de cette rue les cartes de boucherie, de boulangerie et de bois. Tous les jours une queue de trois cents personnes s'allongeait du haut de la rue jusqu'au bureau de distribution, et, grâce à la dévotion, une simple poussée suffisait à faire tomber plusieurs personnes. Plusieurs accidents sont ainsi survenus. Une autre distribution se faisait, du reste, dans la rue de Ravignac, qui est encore plus raide que la rue Germain-Pilon.

LE CLOS SAINT-LAZARE. — LE MONT-DE-PIÉTÉ

Le conseil municipal doit examiner, dans sa prochaine séance, un rapport qu'un groupe de conseillers vient de faire dresser sur le

clos Saint-Lazare. Les signataires du rapport demandent qu'on établisse sur ce terrain une nouvelle succursale du mont-de-piété. Les deux grands établissements principaux de la rue des Blancs-Manteaux et de la rue Bonaparte sont, en effet, insuffisants, et placés trop loin des quartiers pauvres de Paris, Montmartre, Balgoulles, La Villette et Belleville. Les bureaux de legs de R. S. T. U. V. X. Y. Z. qui correspondent aux bureaux auxiliaires de ces quartiers, seraient placés dans ce nouveau bâtiment. Les lettres A, B, C, D, E, F, G, K seraient attribuées à l'établissement de la rue des Blancs-Manteaux, et les lettres L, M, N, O, P, Q à celui de la rue Bonaparte. Nous croyons savoir que ce projet a de grandes chances d'être favorablement accueilli.

Comptant 10 0/0 d'escompte  
C<sup>o</sup> des CAVES GÉNÉRALES. (Voir Annonces.)

## DES ÉCONOMIES SUR LE BUDGET DE LA GUERRE

L'histoire de cette terrible guerre doit nous apprendre quels sacrifices exigent, en fin de compte, les économies mal entendues sur le chapitre général de l'armée. Mais la nécessité de donner une vaste extension à l'organisation et au déploiement de nos forces militaires implique en même temps l'obligation absolue de se limiter à l'indispensable, sur un terrain où tout se chiffre par millions.

Les charges qui accablent pour longtemps encore la fortune du pays sont telles, que toutes les économies qui peuvent se réaliser sans porter atteinte à la bonne constitution des corps et à la solidité des cadres, doivent être l'objet d'une étude spéciale et approfondie.

Le public, la presse réclament journellement la suppression d'une foule d'emplois inutiles dans la magistrature, les finances, l'administration : signaux à notre tour les non-valeurs coûteuses de l'armée ; elles sont plus nombreuses qu'on ne le croit.

Dire que nous espérons beaucoup de nos propositions serait peut-être bien s'avancer. Le gouvernement ne comprend pas l'économie et s'illusionne probablement sur les ressources du pays, dont les emprunts récents semblent égarer l'importance.

Et puis, ne faut-il pas tenir compte encore de l'esprit de routine si invétéré en France. Lorsqu'on parle d'une réforme urgente, d'une économie réelle et productive à réaliser sur les dépenses générales, a-t-on jamais vu, sous aucun régime, le pouvoir prendre hardiment l'initiative d'une mesure radicale brisant toutes les résistances, et sachant surmonter l'opposition sourde d'une administration essentiellement casanière ?

On ouvre d'abord une enquête — innocente manie — on forme des commissions, les plus souvent composées des intéressés dans la question (les premiers à exclure selon nous), et, après de longues et laborieuses séances, une sous-commission en travail accouche d'un rapport concluant 99 fois sur 100 au maintien du *status quo*. Tout est toujours pour le mieux dans la meilleure des administrations possibles.

Si quelque proposition est prise en considération, elle forme à peine l'objet d'une réforme secondaire qui, noyée dans un volumineux mémoire, ne fixe jamais l'attention. Le dossier est entassé dans des archives, entassé d'oubliettes où s'enfouissent annuellement les plus beaux projets et les meilleures intentions.

Un exemple pour prouver que nous n'exagérons rien : il est reconnu que, dans les ministères, le nombre des employés, vu les nécessités courantes, est beaucoup trop considérable. Les places mal réparties ne sont qu'un encouragement à la paresse et à la médiocrité : on s'y partage la besogne de façon à n'avoir chacun à peu près rien à faire. Et cependant, tout chef de bureau consulté prouve, par des raisons sans réplique, que le personnel qui lui est adjoint est non-seulement indispensable, mais même insuffisant ; qu'il faudrait plutôt l'augmenter, pour ne pas entraver le service et retarder l'expédition des affaires. Il invoquera à l'appui de ses conclusions des arguments flanqués de chiffres contre lesquels les plus rochers ne trouveront rien à dire.

Remarquons, en parlant d'économies, qu'il ne suffit pas d'attaquer les gros traitements. Les hauts fonctionnaires, relativement peu nombreux, grèvent bien moins le budget que cette myriade de petits emplois, aussi mal rétribués qu'inutiles.

Nous signalerons ceux qui abondent dans l'armée, et qu'il serait, à notre avis, facile de supprimer sans nuire aux nécessités du service. L'infanterie, comme la plus nombreuse, sera étudiée la première.

Que demande-t-on à un régiment de ligne ? Naturellement de produire, à un jour donné, le maximum d'effet utile, c'est-à-dire de pouvoir mettre en ligne le plus grand nombre de combattants.

Les non-valeurs doivent donc être limitées au strict nécessaire. Pour voir si, dans notre organisation actuelle, il répond à ces condi-

## FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

19. DU 6 MARS

## LE DRAME DE LA SAUVAGÈRE

Une grande difficulté se trouvait dans les 100,000 francs dont Dominique avait entendu parler, quoique vaguement. Le notaire disait n'avoir rien vu. Fallait-il se contenter de ces paroles ? Dans l'entourage du jeune officier, d'autres personnes n'étaient-elles pas capables de le frapper afin de s'emparer de cette somme importante ? Mais qui pouvait savoir qu'il eût les 100,000 francs sur lui en montant à cheval ? Évidemment ce n'était pas Claude-Claudine, lequel ne connaissait absolument rien de la vie intime d'Horace.

Il y avait donc là un point toujours obscur contre lequel se cognait les yeux de la justice.

— Suis-je définitivement tombé dans les gascas que je ne parviens pas à délier ce noeud-là ? se demandait l'agent de police.

A la Tremblaye, Clémence, toujours pensive et pleine de tristesse, se faisait aussi des questions, mais des questions auxquelles son cœur semblait lui commander de ne pas répondre.

Ce matin, se disait-elle, ayant à parler à Jacques, je suis allée dans sa chambre où je ne l'ai pas trouvé. J'y ai vu son habit de drap bleu, l'habit qu'il portait, l'autre soir, quand ils sont sortis tous les deux, malgré moi, à la veille de l'orage. Il m'a semblé qu'il y avait sur la manche droite quelque chose de sinistre, comme une tache de sang desséchée.

Voilà la Liberté depuis le 13 février.

Du sang ! Quel sang ! N'est-ce qu'une effroyable vision ? Cela se rapporte-t-il au visage que mes yeux épouvantés démentent en lui depuis cinq jours ? Ce doit être une folie, le reste de quelques-uns des songes horribles qui me poursuivent toute éveillée. A ce même habit, j'ai vu la place d'un bouton, non pas décousu, mais qui aurait été comme arraché par une main violemment agitée. — Ah ! ma tête se perd dans les conjectures que tout cela suggère à l'esprit ! — Ce bouton arraché, qu'est-ce que c'est ? — Cette goutte de sang sur la manche de son habit, qu'est-ce que ça veut dire ?

IX

Un jour, dans la matinée, Clémence rêvait, comme d'habitude, en ayant l'air de parcourir les feuillets d'un album de voyage, relié du pauvre Horace. Il s'y trouvait des scènes de la vie d'Afrique, montagnes, des précipices. La jeune femme endormait sa tristesse en s'arrêtant à chacun de ces souvenirs qui lui rappelaient son frère. Toute la vie du jeune soldat exercée à côté des figures et des paysages faits au crayon.

— En voilà un dont le passé était très pur, disait Clémence. Le présent lui souriait. Quelques mois encore et il voyait la plus heureuse des existences. Mais comment compter sur la destinée ? Dix minutes de promenade dans un bois, pendant une nuit d'orage, et il n'existe plus rien de cette vie qui avait déjà eu quelque renommée et qui promettait d'être si belle. Il n'y a rien de certain ici-bas, puisque mon chevaleresque Horace a eu si vite une fin si peu méritée.

Clémence feuilletait encore l'album, mais toujours en rêvant



tions, nous commencerons par la tête de colonne. Il s'agit, bien entendu, de ce qui précède le régiment, et non du chef qui le commande.

A tout seigneur tout honneur. Saluons le capitaine et ses douze acolytes qui s'avancent, calmes et fiers, poussant leur tablier.

« Qui sont-ils ? — A rien. A qui servent-ils ? — Au colonel, comme plantons permanents quand il est garçon, et comme adjoints attitrés à sa domesticité, quand il est marié. »

Telle est la vérité dans toute sa crudité. On leur a supprimé, dit-on, le grotesque bonnet à poil, les gants à la hache aussi offensifs qu'utiles, le majestueux tablier dont le blancheur immaculé, délicat des moutards, nous faisait toujours rire et semblait expliquer l'affinité secrète, l'engouement du beau sexe des antichambres et de la cuisine. C'est déjà un progrès, mais ne vaudrait-il pas mieux supprimer une institution qui n'est plus de notre âge.

Nous ne leur en voulons pas du tout, à ces bons et excellents sapeurs, et nous reconnaissons volontiers qu'ils sont honnêtes, respectueux et dévoués. S'ils aiment un peu la bouteille, jamais pourtant ils ne poussent ce défaut jusqu'à l'ivrognerie; mais, encore une fois, à quoi servent-ils ?

En campagne, devant l'ennemi, ils ont réglementairement la garde du drapeau. En réalité, ils ne gardent rien que les bagages du colonel, objet de leur plus tendre sollicitude.

Et pourtant les sapeurs coûtent cher. Indépendamment de la solde de première classe, du sou de barbe, ils touchent presque tous la haute paye des chevrons. Beaucoup servent même pendant vingt-cinq ans. Encore des pensions de retraite à inscrire au grand-livre.

Donnons quelques détails pour arriver au chiffre exact de ces dépenses : Nous avons actuellement 116 régiments d'infanterie, la garde et les corps d'Afrique compris; et 24 bataillons (20 de chasseurs à pied, 1 de la garde et 3 d'infanterie légère d'Afrique).

Le nombre des corps d'infanterie n'est pas encore bien arrêté; nous comptons seulement sur 120 régiments pour ne rien exagérer. Il ne sera pas question des chasseurs à pied, puisque les sapeurs marchent avec leurs compagnies.

Les 120 régiments, à 12 sapeurs chacun, le capitaine compris, donnent un total de 1,680 hommes non-combattants qui, au prix moyen de 400 fr. — il est compté au plus juste — coûtent annuellement 600,000 fr.

On voit qu'il en revient cher pour que messieurs les colonels soient bien servis.

Et qu'on ne nous dise pas que cette dépense n'est que fictive, que ces hommes compareraient dans les compagnies s'ils n'étaient pas à la section hors rang, car nous n'admettons que les frais occasionnés par les hommes valent indigneables. Elles ne sont déjà que trop nombreuses dans l'armée. Toutes celles que l'on maintient sans raison peuvent être comptées comme une perte sèche en hommes et en argent.

(A suivre.) MOUSSEROLLES.

## LES CORRESPONDANCES

### LETTRES ALSACIENNES

Strasbourg, 4 mars.

Depuis quelque temps la basse police prussienne se distingue par des excès de zèle, qui ne contribuent point à rassurer nos populations avec le régime nouveau. Dernièrement, vers onze heures du soir, un commissaire alsacien attendait dans une des salles de la gare l'arrivée d'un train, pour offrir ses services aux voyageurs. Un commissaire de police (en allemand *schutzmänn*, homme qui protège), s'approche de lui, et brusquement lui ordonne de sortir. Le commissaire veut répondre, anxieux, le défendeur de l'ordre public tombe sur lui à coups de poings et à coups de pieds, le bouscule ainsi jusqu'au pont devant la gare, et tout à coup, quoique le malheureux n'ait pas fait mine de résister, il tire son sabre et cherche à l'en frapper.

Un officier prussien, que de loin à vu la scène, accourt, et sans demander d'explication, loin de s'interposer, comme l'espérail les quelques rares témoins de ces violences odieuses, il tire son épée à son tour, et de concert avec le *schutzmänn*, qui protégeait le commissaire à sa façon, il renverse et accable de coups cet homme, qui n'avait d'autre tort que d'avoir voulu gagner honnêtement sa vie, et il le laisse pour mort sur la place.

Il y a peu de jours, les élèves du collège communal d'une de nos petites villes d'Alsace étaient en promenade : leur fanfare allait en tête et jouait des marches françaises. En traversant un village, elle entonne une de nos retraites les plus connues. Voilà qu'un *schutzmänn*, toujours pour maintenir l'ordre et protéger les citoyens, s'élance sur les musiciens, arrache à plusieurs de ces enfants leurs instruments et les écrase sous ses lourdes bottes. Puis il menace le maître de la faire conduire à Rastadt, s'il ne fait pas jouer dorénavant dans les promenades le *Choral de Luther*, et d'autres compositions du même genre, peu entraînantes, mais allemandes et par conséquent... morales.

C'est une de leurs manies, en effet, de trouver immoral tout ce qui vient de France, même l'innocent refrain : « C'est la casquette ! la casquette !... »

Et il faut remarquer que les faits comme ceux que je viens de raconter se passent sous l'administration d'un préfet de police qui est un modèle de douceur et de discrétion. M. Meyer, qui, dans une agape de francs-maçons, n'a pas craint de porter un toast à la République européenne, a pris à tâche de ne faire sentir ici que le moins possible l'action de la police. Pour éviter toute occasion de conflit, il a toujours recommandé à ses agents la plus grande modération, et il en a donné l'exemple lui-même en fermant les yeux sur certains faits qui d'un directeur tracassier n'eût certes pas laissé passer.

Aussi M. Meyer n'a pas pu rester à son poste, non pas que la police d'ordre fut mal faite (à part certaines intempérances individuelles qu'il faut attribuer à la brutalité de la race), mais parce qu'il ne traitait pas assez l'Alsace en pays conquis. Il va être remplacé prochainement, et l'on peut s'attendre, pour peu que son successeur arrive avec des dispositions non pas très hostiles, mais moins bienveillantes, à des excès révoltants. Il lui suffira pour cela de lâcher un peu la bride à la haine de tous les agents subalternes prussiens contre les Alsaciens, haine que, d'ailleurs, on leur rend ici avec usure. Il eût été prudent et habile à Bismarck de maintenir à tout prix M. Meyer comme directeur de la police : si l'on change brusquement de système, l'Alsace pourra bien devenir un enfer, non pas seulement pour les administrés, mais aussi pour les administrateurs.

Les relations des habitants des deux provinces annexées avec les nouvelles autorités sont souvent fort peu agréables. Ce qui est arrivé à un certain nombre de paysans des environs de Strasbourg en est un exemple. Ces paysans avaient des terres situées sur l'emplacement destiné à un des forts. Comme il était question de les exproprier, ils demandèrent 500 fr. par are. La demande est raisonnable, car l'are de bonne terre vaut, prix courant, autour de Strasbourg, environ 300 fr.; et si l'on compte que tous ces paysans ont un train de culture proportionné à la quantité de terre qu'ils possèdent, et qu'en perdant un certain nombre d'arpents, ils ne trouvent plus à employer les bras de labour, les voitures, les instruments aratoires, etc., qu'ils se sont procurés à grands frais, l'on reconnaît qu'une indemnité de 200 fr. leur serait bien due; et ce n'est pas l'argent qui manque au gouvernement allemand.

Mais nos autorités n'entendent pas de cette ordée. Dès que les prétentions des paysans furent connues, on les fit venir, on les agrippa de sottises, et tout en leur jetant à la face des injures de toutes sortes, on leur déclara qu'ils n'avaient rien à réclamer pour leurs terres, qu'on les indemniserait si on le voulait bien, mais que pas un sou ne leur était dû par le gouvernement de Sa Majesté Guillaume, et qu'on s'emparerait de leurs terres s'ils ne les cédaient pas de bonne grâce et à l'amiable. Ce sera le cas de voir si à encore des juges à Berlin.

La difficulté, d'ailleurs, est ajournée; car les cinq forts de Reichstett, de Nieder-Hausbergen, de Souffelweysheim, de Wolfshausen et d'Oberhausbergen, dont la construction devait être entreprise très prochainement, ne seront commencées que beaucoup plus tard, peut-être au mois de septembre seulement. Pourquoi ? on l'ignore. Ce qui est certain, c'est que les adjudicataires des matériaux pour ces forts avaient déjà passé marché avec le gouvernement prussien, que le marché est rompu, et qu'ils sont furieux.

On parle même de procès qui doivent être intentés aux autorités allemandes. Comme ces adjudicataires sont eux-mêmes des Allemands, leur déconvenue ne nous afflige que médiocrement. Mais on est très intrigué de savoir pourquoi la construction des forts, que nos ennemis regardaient comme urgente, a été ainsi brusquement retardée.

## HOMMES ET CHOSES

Il n'y a pas bien longtemps déjà que le prix du tabac de caporal fut porté de 8 à 10 fr. le kilogramme, on vient de l'élever à 12 fr. 50 cent. Cela fera crier bien du monde, mais il paraît que l'Etat en bénéficiera d'une quantité considérable de millions.

Malheureusement, cet impôt portera plus particulièrement sur les petites bourses, comme toujours. Il est vrai qu'elles sont plus nombreuses; mais comme l'habitude de fumer n'est pas de première nécessité, qu'elle est un luxe, quoi qu'on dise, et le plus exorbitant qui ait encore été défini, ceux qui crient seront mal venus.

La fièvre des impôts a commencé, elle ne s'arrêtera pas de longtemps. Cela rappelle, malheureusement à part, le passage aux affaires de l'abbé Terray, sous Louis XV; mais nous espérons bien que cela n'ira pas aussi loin.

Cet infâme abbé Terray, quand il fut nommé contrôleur général, c'est-à-dire ministre des finances, s'écria : « La France est un corps malade, on ne peut la sauver d'une crise qu'en la saignant ! »

Il la saigna, et d'ru, en débutant par la banquette. Voltaire perdit pour sa part trois cent mille livres et ne lui pardonna jamais. Du reste, Terray avait un raisonnement dont l'immoralité n'exclut pas une apparence de logique :

« Les Français sont bien à plaindre ! disait-il. On leur paie depuis longtemps des intérêts qui ont doublé huit fois le capital en cent ans : le roi ne doit légitimement plus rien; ainsi, je ne vois plus, pour payer les dettes de l'Etat, qu'une banqueroute générale qu'il faut avoir l'adresse de faire en détail, de façon qu'en quelques années le roi sera guéri. »

Cet homme avait même pour maxime que la banqueroute était nécessaire une fois tous les siècles, afin de mettre l'Etat au pair. Ce serait bien commode, en effet, pour l'Etat, surtout si l'on examine la position de MM. Tels et Tels, qui n'ont jamais été plus à leur aise que le lendemain d'une faillite.

Louis XV feignait d'ignorer tout cela, ou plutôt on n'osait lui en parler. Un jour un de ses valets de chambre avait un écu de trois livres. Le roi en était déçolé : c'était chez lui affaire de nerf, il se figurait avoir avalé l'écu.

Sire, dit M. de Noailles, il faut appeler l'abbé Terray, il réduira d'abord l'écu d'un cinquième, comme il a fait pour les rentes, puis d'un autre cinquième, puis finalement rien, et l'homme sera guéri.

Louis XV rit jaune, d'autant plus qu'on venait de lui dire que des paysans du Limousin, des Cévennes et du Dauphiné, abandonnaient les champs de leurs pères, car le produit de leurs sœurs ne suffisait plus à payer les impôts.

Un père de seize enfants, que les édit avaient privé de toute ressource, laissait échapper ce cri de détresse : « Faut-il donc que j'égorge mes enfants ! »

— Peut-être leur rendriez-vous service, dit le ministre.

Cet homme est mort dans son lit. Lorsqu'on lui portait le vaticane, les poissardes criaient : « On a beau lui porter le bon Dieu, il n'empêchera pas que le diable ne l'emporte. »

On croyait encore à quelque chose en ce temps-là.

La Société de gens de lettres s'est réunie dimanche. Elle n'aura pas de journal militant; c'est déjà un grand point acquis. On a beaucoup parlé pour et contre, on a dit de fort bonnes choses, mais plutôt des mots que des faits. Pas un chiffre n'a été apporté par l'auteur du projet, pourtant il s'agissait d'une affaire purement commerciale.

Il y avait pourtant là des politiques; mais ils sont de l'école du 4 septembre, et ils ne se conduiraient pas autrement s'ils étaient au pouvoir. Léo Lespès a été le cœur des discours. Il a en réponse à tout et très spirituellement; il s'est fait petit, à sa manière, et a prouvé une fois de plus son horreur de la politique.

A propos des bénéfices énormes réalisés par les éditeurs aux dépens des auteurs, on nous a cité l'éditeur de Victor Hugo, qui, autrefois, avec les bénéfices de *Notre-Dame-de-Paris*, évalués à cent cinquante mille francs, s'est acheté une fort jolie maison de campagne.

— Si les auteurs s'étaient eux-mêmes, a-t-on répondu à Victor Hugo, faisant connaître ce détail, c'est vous qui auriez empêché la maison de campagne.

— Quelle poche ! s'est écrié toute l'assemblée.

Et de rire; car les poches du maître sont vastes, on le sait. Du reste, on ne se guère

apitoyé sur sa situation particulière vis-à-vis des éditeurs qui exploitent si bien le *valgum pecus*; il a diablement pris sa revanche depuis.

Léo Lespès a attaqué la question de moralité des œuvres qui seraient présentées au cénacle chargé de refuser ou d'admettre les livres bons à publier, dans le cas où la Société deviendrait boutique de librairie. Il a dit que souvent un éditeur donnait la préférence à un livre immoral, parce qu'il était certain de se priver de cet élément de succès, par respect pour elle-même et abstraction faite du talent des auteurs.

Il a trouvé moyen, à ce propos, de faire une réclame au livre de Théophile Gautier, qui, tout en restant l'une des œuvres les plus étonnantes comme style, n'en est pas moins le comble de l'immoralité. Et, à ce sujet, on se rappelle que, sous Louis-Philippe, quand on décorait Gautier, on ne tarissait pas d'invectives contre cet aimable professeur de vice et de scandale. Ce qui fit dire au Rivarol du temps : « Sa croix d'honneur, attachée à la poitrine de Mademoiselle de Maupin, ressemble à une pauvre madone appendue à la porte d'un lupanar. »

Pauvre Gautier ! On lui en a encore donné depuis, des croix; mais que d'œuvres charmantes, que de joyaux, que de style !

Entre tous les orateurs qui se sont succédés dans cette séance, jeunes, vieux, bruns, blonds, blancs, chauves, tous plus ou moins spirituels, il en est un dont le parler élégant se dandina pendant quelque temps devant l'estrade, sans causer trop d'ennui, quoique son discours ne fût que festons et clichés.

— Comme il ressemble à Henri V, dit un confrère, c'est peut-être son fils naturel.

— Oh ! répondit le voisin, si Henri V s'était donné la peine de faire un enfant, l'Etat fait légitime.

CHRYSALE.

## LES TRIBUNAUX

COUR D'ASSISES DE LA SEINE-INFÉRIEURE  
(Par voie télégraphique).

ACQUITTEMENT DE M. JANVIER DE LA MOTTE  
Rouen, 4 mars, 5 h. 50, soir.

Le jury est en délibération depuis une heure et quart; il est encore en séance en ce moment.

Pendant son résumé, le président a lu une lettre du ministère des finances, accusant réception d'un arrêté de *débet* contre M. Janvier de la Motte; cette lecture a produit une vive impression.

M. Pouyer-Quertier, informé par le télégraphe, a répondu, par la même voie, au président de la cour d'assises, en ces termes : « On vous a induit en erreur; l'accusé de réception dont vous avez parlé n'est que de forme et est donné par un fonctionnaire du contentieux; cela n'a aucune valeur que comme constatation de réception; mais cela n'invalide en rien ce que j'ai dit. — Signé : POUYER-QUERTIER. »

Cette protestation est communiquée aux défenseurs; mais il n'est plus possible d'en faire usage, les débats étant clos.

Rouen, 4 mars, 7 h., soir.

Le jury a terminé ses délibérations vers 6 heures 1/4 du soir.

Le verdict est négatif sur toutes les questions.

Les quatre accusés sont remis en liberté.

Aucune manifestation.

LES ENFANTS PRISONNIERS DE LA COMMUNE. — MISE EN LIBERTÉ.

M. le procureur de la République avait été informé qu'une douzaine d'enfants, arrêtés par les agents de la Commune, avaient été enfermés à la prison de la Roquette, où ils se trouvaient encore. Il s'y est immédiatement rendu, assisté de M. de Raynal, l'un de ses substituts, et a questionné ces jeunes détenus.

Ils ignoraient les motifs de leur arrestation et il n'existait aucune pièce de nature à fournir des renseignements à ce sujet. On s'est empressé de les remettre en liberté.

Là ne s'est pas bornée la sollicitude des magistrats, dit le *Droit*. La plupart de ces enfants étaient sans famille; au milieu des troubles civils, leurs parents avaient disparus; peut-être ont-ils été prisonniers et envoyés sur les pontons. Ceux dont on a pu retrouver les parents leur ont été remis; les autres ont été placés dans des maisons d'orphelinage, où ils recevront, avec les soins matériels, les bienfaits de l'éducation.

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

CESSION DE LA PARTITION ET DU LIVRET DE L'OPÉRA D'EROSTRAT. — LES HÉRITIERS MÉRY CONTRE M. CHOUDENS, ÉDITEUR.

En 1862, M. Réver, compositeur de musique, a cédé à M. Choudens, éditeur, la partition et le livret de son opéra d'*Erostrat*.

Il assignait en son nom personnel comme auteur de la musique, et comme mandataire de MM. Méry et Pacini, auteurs du livret.

Le prix de cette cession a été fixé à 6,000 fr. payables : 3,000 fr. le jour de la première représentation, et 3,000 fr. après la vingtième représentation.

La première représentation a eu lieu le 16 octobre 1871.

M<sup>me</sup> veuve Méry et M<sup>lle</sup> Claire Denney dite Galby, assignant comme héritières de Méry, ont fait assigner M. Choudens en paiement de la somme de 500 francs formant la moitié de 1,000 francs revenant à M<sup>mes</sup> Méry et Pacini, sur les 3,000 francs exigibles le jour de la première représentation.

On sait que, d'après l'usage, le tiers du prix de vente de la partition revient à l'auteur du livret.

Le tribunal de commerce a rendu le jugement suivant :

Attendu que Choudens ne conteste pas les qualités dans lesquelles se présentent les demanderesse;

Qu'il se borne à soutenir qu'à la suite de la première représentation et en présence de l'insuccès dont elle a été l'objet, la pièce a été retirée par Réver, d'accord d'ailleurs avec Pacini, l'un des auteurs des paroles, et sans que ces derniers aient songé alors à réclamer l'exécution de cette partie du contrat, se bornant à faire toutes réserves à cet égard devant les éventualités que l'avenir pouvait réserver à l'ouvrage;

Que Choudens invoque de cette circonstance que Réver, mandataire de Méry à l'origine du traité, avait aussi valablement engagé, lui ou sa succession, lors du retrait nécessaire et motivé de la pièce;

Que, dès lors, les demanderesse se trouvaient sans droit pour exercer l'action dirigée en ce moment contre lui;

Mais attendu, sans avoir à rechercher on a apprécié qu'elle était la conduite de Méry s'il eût été vivant, que ses héritiers puissent leur droit dans le contrat intervenu en 1862 au nom de leur

auteur; que les conditions stipulées, sont formelles et ne laissent aucune prise à l'interprétation.

Qu'elles stipulent contre Choudens et au profit des cocontractants le paiement d'une somme de 3,000 fr. le jour de la première représentation; Que ce fait s'est réalisé, que les raisons de convenance, toutes personnelles qui ont pu déterminer Réver et Pacini à retirer la pièce, ne peuvent en rien faire échec à l'exécution du droit des héritiers Méry, qui n'ont jamais fait l'abandon, et qui en réclament aujourd'hui le bénéfice;

Par ces motifs, Jugant en dernier ressort, Condamne Choudens par les voies de droit à payer aux demanderesse des qualités, la somme de 500 fr., montant de la demande avec les intérêts suivant la loi;

Condamne, en outre, Choudens aux dépens.

## LA SCIENCE

ACADEMIE DES SCIENCES  
Séance du lundi 4 mars 1872

PRÉSIDENCE DE M. FAYE

Action du froid sur le fer, par le colonel Caron. — Moyens efficaces indiqués par M. Guibal pour prévenir les explosions de feu grisou. Réflexions de M. Boussingault touchant la législation de cette matière. — L'*Eucalyptus globulus* et son importance au point de vue du reboisement, par M. Ferdinand Barrot. — Sur l'éclatelle électrique, par MM. Lucas et Cazin.

M. le colonel d'artillerie, Caron, transmet une note sur les propriétés du fer soumis à de basses températures. On avait cru pouvoir expliquer par le froid l'état cristallin et cassant que prend le fer dans certaines conditions. M. Caron établit, par des expériences précises, qu'il n'en est rien. Du fer soumis méthodiquement à des températures de 15 à 20 degrés au dessous de zéro ne devient ni cristallin ni cassant.

M. Dumas analyse longuement un travail important d'un ingénieur belge, M. Guibal, sur les moyens propres à prévenir les explosions de feu grisou dans les mines, explosions qui ont fait tant de victimes dans les bassins houillers principalement. M. Guibal empêche les explosions en chassant les gaz explosifs au moyen d'une ventilation énergique. Il a imaginé, à cet effet, des appareils particuliers aussi puissants qu'économiques, et dont l'expérience a démontré toute l'efficacité. Depuis plus de dix ans les appareils de M. Guibal sont employés dans les mines du Hainaut, et depuis lors pas une seule explosion n'y a eu lieu. L'établissement du ventilateur Guibal coûte 303 francs par force de cheval, et l'entretien annuel revient à 335 francs également par force de cheval. Ces prix sont au moins dix fois moindres que ceux des autres systèmes usités jusqu'ici pour l'aérage des mines. M. Guibal transmet à l'appui de ses affirmations, des documents authentiques et officiels, qui ne laissent aucun doute sur l'exactitude de ses procédés, lesquels tendent d'ailleurs de plus en plus à se répandre dans la Belgique.

M. Boussingault fait savoir à l'Académie que les ventilateurs de M. Guibal commencent aussi à être employés dans nos mines du bassin de la Loire. Le savant académicien est d'avis qu'ils assurent une sécurité presque absolue. Et en conséquence il croit que le législateur devrait intervenir pour en imposer l'usage. Il est donné que les pouvoirs publics ne se soient pas montrés plus soucieux de mettre un terme aux explosions désastreuses du feu grisou. M. Boussingault rappelle, à ce propos, qu'il n'y a pas encore bien longtemps, la mortalité produite par ces explosions était en moyenne de plus de 200 personnes par an. Nous croyons, et l'Académie semble être du même avis, qu'en effet il serait temps d'introduire dans nos lois, quelques dispositions à ce sujet.

M. Dumas, transmet un autre mémoire non moins intéressant et qui touche également à une question économique de la plus haute importance. C'est un travail où M. Ferdinand Barrot fait connaître les résultats des plantations d'*eucalyptus globulus* qu'il a faites dans une propriété qu'il possède en Algérie. Cet arbre, originaire de l'Australie, a été apporté pour la première fois en Europe à la fin du siècle dernier par le botaniste Labillardière. Il est remarquable par l'extraordinaire rapidité de sa végétation et de son développement, et précieux par les qualités de ses diverses parties.

M. Ferdinand Barrot a semé en 1865 quelques milliers de pieds d'*eucalyptus*. Les arbres coupés en 1871, à l'âge de cinq ans et demi, avaient une hauteur moyenne de quinze mètres, et le tronc pur d'un mètre du sol avait une circonférence de 1 mètre 20 centimètres. Ces dimensions relativement colossales d'un arbre de cinq ans témoignent évidemment d'une rapidité de croissance tout à fait prodigieuse. Le président de l'Académie fait remarquer que l'*eucalyptus* pourrait rendre des services à la sylviculture, d'autant plus que la question du reboisement des forêts est une des plus graves qui puissent se poser aujourd'hui. Il est probable que le gouvernement voudra s'occuper, comme il convient, de la nouvelle essence.

A ces renseignements nous demandons la permission d'en ajouter quelques autres qui intéresseront le lecteur. L'*eucalyptus*, connu quelquefois sous le nom de *gommier bleu* de Tasmanie, est un des colosses du règne végétal. En Australie il atteint souvent 70 à 80 mètres et parfois 100 mètres de hauteur. Dans les pays où il croît spontanément, il sert à tous les usages industriels. Son bois est d'une densité considérable, d'une durée et d'une inaltérabilité qui le rendent précieux. L'*eucalyptus* a été planté pour la première fois à Paris, en 1860, par M. Ramel. Les semis faits au printemps donnèrent des résultats inespérés, et c'est avec surprise qu'on constata qu'en quatre mois ce végétal avait atteint une hauteur de quatre mètres. Malheureusement on fut obligé de le mettre en serre en automne. L'*eucalyptus* ne résiste pas aux hivers rigoureux. Mais dans les pays méridionaux, en Algérie, en Corse, à Nice, il prospère merveilleusement. A Cannes, grâce aux efforts du docteur Gimbert, il est en train de donner un nouvel aspect au pays.

MM. Lucas et Cazin communiquent un travail étendu sur la durée de l'éclatelle électrique. Ces messieurs, au moyen d'appareils d'une extrême précision et d'une infinité de catécisme, sont parvenus à apprécier des millièmes de seconde. Ils ont étudié l'éclatelle dans les conditions les plus diverses. Ils ont reconnu ce fait intéressant, qu'un éclatelle modifie toujours le corps au point duquel elle jaillit. Sur un métal quelconque on n'a tiré qu'une seule éclatelle électrique, on reconnaît l'endroit d'où elle est partie. Cela prouve bien que les vibrations qui constituent l'électricité sont capables d'en déterminer d'autres dans la substance des corps pondérables.

MM. Lucas et Cazin communiquent un travail étendu sur la durée de l'éclatelle électrique. Ces messieurs, au moyen d'appareils d'une extrême précision et d'une infinité de catécisme, sont parvenus à apprécier des millièmes de seconde. Ils ont étudié l'éclatelle dans les conditions les plus diverses. Ils ont reconnu ce fait intéressant, qu'un éclatelle modifie toujours le corps au point duquel elle jaillit. Sur un métal quelconque on n'a tiré qu'une seule éclatelle électrique, on reconnaît l'endroit d'où elle est partie. Cela prouve bien que les vibrations qui constituent l'électricité sont capables d'en déterminer d'autres dans la substance des corps pondérables.

MM. Lucas et Cazin communiquent un travail étendu sur la durée de l'éclatelle électrique. Ces messieurs, au moyen d'appareils d'une extrême précision et d'une infinité de catécisme, sont parvenus à apprécier des millièmes de seconde. Ils ont étudié l'éclatelle dans les conditions les plus diverses. Ils ont reconnu ce fait intéressant, qu'un éclatelle modifie toujours le corps au point duquel elle jaillit. Sur un métal quelconque on n'a tiré qu'une seule éclatelle électrique, on reconnaît l'endroit d'où elle est partie. Cela prouve bien que les vibrations qui constituent l'électricité sont capables d'en déterminer d'autres dans la substance des corps pondérables.

MM. Lucas et Cazin communiquent un travail étendu sur la durée de l'éclatelle électrique. Ces messieurs, au moyen d'appareils d'une extrême précision et d'une infinité de catécisme, sont parvenus à apprécier des millièmes de seconde. Ils ont étudié l'éclatelle dans les conditions les plus diverses. Ils ont reconnu ce fait intéressant, qu'un éclatelle modifie toujours le corps au point duquel elle jaillit. Sur un métal quelconque on n'a tiré qu'une seule éclatelle électrique, on reconnaît l'endroit d'où elle est partie. Cela prouve bien que les vibrations qui constituent l'électricité sont capables d'en déterminer d'autres dans la substance des corps pondérables.

MM. Lucas et Cazin communiquent un travail étendu sur la durée de l'éclatelle électrique. Ces messieurs, au moyen d'appareils d'une extrême précision et d'une infinité de catécisme, sont parvenus à apprécier des millièmes de seconde. Ils ont étudié l'éclatelle dans les conditions les plus diverses. Ils ont reconnu ce fait intéressant, qu'un éclatelle modifie toujours le corps au point duquel elle jaillit. Sur un métal quelconque on n'a tiré qu'une seule éclatelle électrique, on reconnaît l'endroit d'où elle est partie. Cela prouve bien que les vibrations qui constituent l'électricité sont capables d'en déterminer d'autres dans la substance des corps pondérables.

MM. Lucas et Cazin communiquent un travail étendu sur la durée de l'éclatelle électrique. Ces messieurs, au moyen d'appareils d'une extrême précision et d'une infinité de catécisme, sont parvenus à apprécier des millièmes de seconde. Ils ont étudié l'éclatelle dans les conditions les plus diverses. Ils ont reconnu ce fait intéressant, qu'un éclatelle modifie toujours le corps au point duquel elle jaillit. Sur un métal quelconque on n'a tiré qu'une seule éclatelle électrique, on reconnaît l'endroit d'où elle est partie. Cela prouve bien que les vibrations qui constituent l'électricité sont capables d'en déterminer d'autres dans la substance des corps pondérables.

MM. Lucas et Cazin communiquent un travail étendu sur la durée de l'éclatelle électrique. Ces messieurs, au moyen d'appareils d'une extrême précision et d'une infinité de catécisme, sont parvenus à apprécier des millièmes de seconde. Ils ont étudié l'éclatelle dans les conditions les plus diverses. Ils ont reconnu ce fait intéressant, qu'un éclatelle modifie toujours le corps au point duquel elle jaillit. Sur un métal quelconque on n'a tiré qu'une seule éclatelle électrique, on reconnaît l'endroit d'où elle est partie. Cela prouve bien que les vibrations qui constituent l'électricité sont capables d'en déterminer d'autres dans la substance des corps pondérables.

MM. Lucas et Cazin communiquent un travail étendu sur la durée de l'éclatelle électrique. Ces messieurs, au moyen d'appareils d'une extrême précision et d'une infinité de catécisme, sont parvenus à apprécier des millièmes de seconde. Ils ont étudié l'éclatelle dans les conditions les plus diverses. Ils ont reconnu ce fait intéressant, qu'un éclatelle modifie toujours le corps au point duquel elle jaillit. Sur un métal quelconque on n'a tiré qu'une seule éclatelle électrique, on reconnaît l'endroit d'où elle est partie. Cela prouve bien que les vibrations qui constituent l'électricité sont capables d'en déterminer d'autres dans la substance des corps pondérables.

MM. Lucas et Cazin communiquent un travail étendu sur la durée de l'éclatelle électrique. Ces messieurs, au moyen d'appareils d'une extrême précision et d'une infinité de catécisme, sont parvenus à apprécier des millièmes de seconde. Ils ont étudié l'éclatelle dans les conditions les plus diverses. Ils ont reconnu ce fait intéressant, qu'un éclatelle modifie toujours le corps au point duquel elle jaillit. Sur un métal quelconque on n'a tiré qu'une seule éclatelle électrique, on reconnaît l'endroit d'où elle est partie. Cela prouve bien que les vibrations qui constituent l'électricité sont capables d'en déterminer d'autres dans la substance des corps pondérables.

MM. Lucas et Cazin communiquent un travail étendu sur la durée de l'éclatelle électrique. Ces messieurs, au moyen d'appareils d'une extrême précision et d'une infinité de catécisme, sont parvenus à apprécier des millièmes de seconde. Ils ont étudié l'éclatelle dans les conditions les plus diverses. Ils ont reconnu ce fait intéressant, qu'un éclatelle modifie toujours le corps au point duquel elle jaillit. Sur un métal quelconque on n'a tiré qu'une seule éclatelle électrique, on reconnaît l'endroit d'où elle est partie. Cela prouve bien que les vibrations qui constituent l'électricité sont capables d'en déterminer d'autres dans la substance des corps pondérables.

questions à l'ordre du jour de l'Académie des sciences, sur les inférieurs, les générations spontanées et les fermentations. Personne n'est plus capable d'en bien parler que le savant écrivain dont le talent vulgarisateur est connu de tous.

## SOUSCRIPTION PUBLIQUE

à 2,200 actions de 500 fr.

## LA VIGILANTE

Compagnie anonyme d'Assurances contre l'Inondation

Capital : 5 millions



M. de Kérédol, de sa place : Monsieur le président, vous ne pouvez pas permettre qu'à la tribune française un outrage aussi sanglant soit adressé à l'Eglise qui forme, avec l'armée, les deux colonnes de la nation. C'est une insulte odieuse adressée à l'admirable clergé de France.

Voix nombreuses à droite : La preuve ! la preuve !

M. Tolain : Les dépositions ont été sténographiées, on les trouvera à la quinzaine.

M. le président, répondant à M. de Kérédol, dit que le président n'a pas à exercer un droit de censure sur les opinions qui se manifestent à la tribune, quand elles ne constituent pas un délit ou un outrage contre l'Assemblée ou contre un de ses membres. La liberté de la tribune doit être respectée. (Très bien à gauche. — A droite : La preuve ! la preuve !)

Très souvent il arrive que des attaques aussi peu fondées que celle qui vient de se produire à la tribune se manifestent. (Ah ! ah ! Marqués de satisfaction à droite.) Ainsi, dans une discussion récente, des attaques aussi graves ont été dirigées contre la magistrature, sans qu'elles aient soulevé de pareilles récriminations. La liberté de parole appartient à chacun des membres de l'Assemblée, sous sa responsabilité et sous le jugement de l'opinion publique ! (Nouvelle approbation à droite.)

M. Tolain : Si je n'ai pu jusqu'à ce moment apporter les preuves que je me suis demandées, c'est qu'il semble exister d'un côté de l'Assemblée un parti pris de vouloir empêcher de parler. (Très bien à gauche. — A droite : Parlez ! parlez !)

Le républicain que j'ai apporté à cette tribune, relativement à la grève de Mulhouse, se demande d'un de nos collègues appelé à déposer dans l'enquête sur les coalitions.

M. Schœner-Kestner : C'est moi qui ai cité le fait.

Toute la droite se lève : A la tribune ! Expliquez-vous ! Donnez-nous la preuve tout de suite.

M. le président : Je donnerai la parole à M. Schœner-Kestner après que M. Tolain aura cessé de parler. (Non ! non ! nous voulons qu'il s'explique tout de suite.)

M. le président : Vous voulez... Le président ne veut pas que cette discussion dégénère en une enquête faite à la tribune. Vous entendrez les orateurs successivement, et je maintiendrai l'ordre du débat tel que le prescrit le règlement.

M. Tolain : J'abandonne le terrain des grèves ; il me paraît dangereux pour le moment.

M. de Camont : C'est le terrain de la calomnie !

M. Tolain : Il n'y a pas de calomnie ici, et je ne permets pas de telles interruptions. (Vive approbation à gauche.)

L'orateur reprend son discours. Il montre comment, en raison des événements qui ont précédé la chute de l'empire, l'Internationale a été déviée de la ligne de conduite qu'elle s'était tracée, et, en se donnant de nouveaux chefs, ou plutôt un nouveau conseil, elle s'est occupée de politique. Les procès du gouvernement impérial eurent pour résultat de créer la légende de l'Internationale, légende que toutes les nouvelles rigueurs et les lois qui ont été contre elle ne feront que continuer.

Les membres de l'Association, au lieu de se grouper professionnellement dans chaque métier, s'organisent en sections par quartier, et l'on vit se mettre à la tête de ces sections des chefs qui, ainsi que cela a été constaté dans l'un des procès, n'étaient pas même membres de l'Association. Dès lors, celle-ci prit une part active à la politique.

Plus tard, après le 4 septembre, l'Internationale disparut et ses membres se fondirent dans la garde nationale ; mais auparavant, à la nouvelle du désastre de Sedan, elle publia une proclamation adressée à ses frères d'Allemagne pour les inviter à la paix. (Rires ironiques à droite.)

M. Tolain donne lecture de cette proclamation, qui concluait à la formation d'une grande société qui prendrait le nom des Etats-Unis d'Europe.

L'Internationale, continue-t-il, n'a joué aucun rôle dans les mouvements du 31 octobre ni du 22 janvier, et si le comité central comptait plusieurs de ses membres dans son sein, l'Association n'y était pour rien. Bien plus, ces mêmes membres firent partie de la minorité de la Commune qui dépendait des mesures qui étaient proposées à partir des premiers jours d'avril.

Il y a eu, nous dit-on, des adhésions données aux actes de la Commune à Genève et à Londres. Cela est vrai malheureusement, et c'est la preuve que la situation de notre pays est grave et qu'il existe un antagonisme réel entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. (Démarches.)

A ce propos, l'orateur s'étend longuement sur une réforme qui, selon lui, modifierait cet état de choses, qu'il considère, il est vrai, comme un idéal, mais aussi comme un but vers lequel on doit tendre.

Cette réforme consisterait en une nouvelle réorganisation des grands services publics, de manière que partout l'exemple de ce qui se fait dans l'administration des postes, qui transporte ses lettres sur tous les points du pays à un prix uniforme, soit suivi, et qu'un tarif unique soit pris par unité de marchandises, quel que soit le parcours. Avec ce système, il croit que les conditions des transports permettront à chacun de s'établir industriel sans grands capitaux, et que l'ouvrier pourra aussi sortir du cercle du prolétariat dans lequel il est encastré. (Vives interruptions à droite.)

Le grand principe qu'il recommande, c'est la participation de l'ouvrier dans les bénéfices ; c'est le seul moyen d'établir l'égalité dans les conditions du travail.

Quant à la liberté d'association, il faut lui laisser toute son extension.

Le jour où le travailleur industriel aura l'équivalent de ce que la révolution de 89 a donné au paysan, c'est-à-dire un champ où il peut développer son activité, ce jour-là l'antagonisme entre les classes aura disparu ; et cet équivalent, l'ouvrier ne le trouvera que par l'égalité dans les conditions du travail et par l'établissement d'un crédit qui puisse être à la portée de tous. (Approbation sur un grand nombre de bancs.)

M. Schœner-Kestner — M. Tolain a fait allusion à ma déposition devant la commission chargée de l'enquête sur les coalitions. Par conséquent, de la grève de Mulhouse, j'ai cité ce fait caractéristique d'un journal, qui se publiait à cette époque en Alsace, qui était rédigé en langue patoise, et qui était notoirement protégé par une partie du clergé alsacien. (Vives rumeurs à droite.)

Plusieurs articles ont traité de la situation des patrons vis-à-vis des ouvriers, et ces articles ont causé alors en Alsace un véritable scandale, qu'ils disaient, par exemple, que les patrons volaient les ouvriers !

Un membre, à droite : Quel ! ce n'est que cela ? Et l'on s'appuie sur de telles preuves pour accuser le clergé d'avoir fomenté les grèves !

M. Kellier : C'est avec un douloureux étonnement qu'il a entendu attaquer à la tribune le clergé d'Alsace, qui s'est conduit pendant la dernière guerre avec tant de patriotisme, ce clergé qui, en ce moment, entretient encore dans ce pays l'esprit national. (Vifs applaudissements.)

Quant au fait en lui-même, lors des élections de 1869, une polémique très vive eut lieu, et plusieurs journaux rédigés en langue patoise ont été fondés. Mais le journal auquel il a été fait allusion n'était pas rédigé par un prêtre (Ah ! ah ! à droite), ni le propriétaire du journal, ni le bailleur de fonds n'étaient des prêtres. Ce journal, il est vrai, a enregistré les plaintes des ouvriers, et on conçoit difficilement comment M. Tolain est venu lui s'en plaindre : dans tous les cas, ces articles n'étaient pas écrits par des prêtres.

L'orateur termine en demandant qu'à côté de l'attaque qui s'est produite à la tribune, figure la défense, de manière que le clergé alsacien, qui lit les journaux français — quand il le peut, — y trouve un témoignage solennel de l'estime et de la sympathie de l'Assemblée. (Vifs applaudissements.)

M. Schœner-Kestner veut répondre. (Assez ! assez !)

J'ai rendu compte à la Chambre de ma déposition et des motifs qui m'avaient conduit à dire que j'ai la conviction que mes déclarations sont conformes à la vérité. M. Kellier s'est écarté du sujet en venant parler de la conduite du clergé alsacien pendant la dernière guerre ; mais, ce que j'ai dit et ce que je maintiens, c'est que ce journal auquel j'ai fait allusion était rédigé par des abbés. (Ah ! ah ! à droite.)

M. Kellier : Le rédacteur des articles en question n'était pas un prêtre...

M. le président : L'incident est clos.

Règlement de l'ordre du jour de demain.

A deux heures, séance publique.

Tirage au sort pour le renouvellement du bureau de l'Assemblée.

Discussion sur un projet de loi relatif à un crédit de 200,000 fr. pour le ministère de la marine.

Suite de la discussion du projet de loi sur l'Internationale.

La séance est levée.

ÉCHOS DE PARTOUT

Le comte et la comtesse de Paris, accompagnés de la duchesse de Montpensier, ont visité hier la bibliothèque nationale.

Ils ont parcouru les différents départements, et se sont arrêtés assez longtemps dans la salle des manuscrits et estampes.

On vient de placer au Louvre deux nouvelles toiles, un Moïse et un Bovington.

Samedi prochain aura lieu, au bal Dourlans, le bal annuel des gens de maison, — lisez des domestiques des deux sexes.

Impossible d'imaginer coup d'air plus enriéux : les valets de chambre ont l'air d'attachés d'ambassade, et les caméristes, qui empruntent pour la circonstance les toilettes de leurs maîtresses, sont d'une parfaite élégance.

Nous nous ferons un devoir d'assister à cette petite fête et d'en rendre compte à nos lecteurs.

Samedi prochain, également, aura lieu à la salle Valentino le bal annuel des fleuristes.

Un jolibaï, s'il en fut, et autrement gai que celui des demoiselles de magasins ! Car on est obligé de constater, sans pouvoir s'expliquer pourquoi, que les fleuristes sont presque toutes jolies.

Ne croyez pas qu'on soit admis facilement à cette fête. Il est au contraire très difficile de se procurer des billets.

Nous conseillons donc aux amateurs de s'y prendre d'avance.

La quête faite samedi dernier au bal des demoiselles de magasins a produit 651 fr. 40. Cette somme a été versée entre les mains du maire du premier arrondissement.

Une bonne histoire de critique d'art, à laquelle la prochaine ouverture du salon donne un regain d'actualité.

Le célèbre feuilletoniste G... était chargé de faire, au rez-de-chaussée d'un grand journal parisien, le compte rendu du salon de 1867. Or, G... excède se dégrader. Il trouve donc beaucoup plus simple de faire le compte rendu

du d'après le catalogue. Au numéro 1,117 il lut :

M. F... : Haras d'après nature.

Bon ! s'écria G... et, prenant sa bonne plume de Toléide, il écrivit :

« Impossible d'imaginer rien de plus assis » s'écria le haras de M. F... C'est un inextricable fouillis de croupes reluisantes, de queues ébouriffées, de cols lustrés et de pousière soulevée par les sabots des chevaux. Nous sommes restés plus d'une demi-heure à admirer ce tableau.

Qu'on juge de la stupefaction de ceux des lecteurs du célèbre G... qui avaient visité l'exposition !... Le tableau de M. F... représentait trois perroquets.

Seulement, les compositeurs du catalogue, au lieu d'Aras, avaient imprimé Haras.

M. Garnier, le directeur commun des Opéra — celui-là même qui a créé aux Bouffes-Parisiens le rôle de Roland dans les Chevaliers de la Table Ronde, était hier soir aux Folies-Dramatiques.

Il n'a pas applaudi une seule fois M. Luce, son successeur.

Tantane anime politiquement !

En police correctionnelle : LE PRÉSIDENT. — Accusé, reconnaissez-vous avoir assassiné la victime dans sa cuisine ? L'accusé, d'une voix enrouée. — Voyons, mon juge, j'aurais-je été propre de la saigner au salon ?

DON SPAVENTO.

LES THÉÂTRES

Ce soir, mardi, aux Bouffes-Parisiens, rentrée de M<sup>lle</sup> Ugalde dans les Bavards, d'Offenbach.

Ce soir, également, débuts au Cirque d'hiver des gymnastes américains Gonzales et Romani, qui ont produit une immense sensation en Angleterre, où ils viennent de donner des représentations.

On annonce les prochaines répétitions, au théâtre lyrique de l'Athénée, de la Tartane, ouvrage en un acte de MM. Nuyt, Beaumont et Legouix.

Aux Bouffes, ont commencé les études d'une opérette nouvelle, intitulée la Timbale d'argent.

Le Théâtre-Cluny monte en ce moment une comédie en trois actes de M. Amédée Achard.

Voici la distribution de la pièce : Bourchambault, MM. Laroche, Géraud, Fleury, Maurice, Valbel, Cadet, C. Saivier, Henri, Bernès, Louise, Mmes Derson, La baronne, Bovy.

Vendredi prochain, 15 mars, aura lieu à Valentino le grand festival annuel au bénéfice de M. Arban, avec le concours de M<sup>lle</sup> Ponsard, M<sup>lle</sup> Laure et Mathilde Herman et la Société chorale des enfants de Lutèce.

L'orchestre et les chœurs, composés de

cent vingt exécutants, seront dirigés par M. Arban.

M<sup>lle</sup> Viguer donne ce soir, à la salle Erard, sa quatrième séance musicale avec orchestre.

La Suite d'orchestre de M. Guiraud, exécutée avec tant de succès aux Concerts-Populaires, vient d'être éditée à quatre mains chez MM. Durand et Schonenwerk.

M. Padeloup fait entendre aujourd'hui même, au grand concert qu'il dirige à Rouen, la quatrième partie (le Carnaval), de cette remarquable composition.

Ce n'est pas, comme on l'avait annoncé, M<sup>lle</sup> Aliné Duval qui jouera, dans la reprise de Barbe-Bleue, aux Variétés, le rôle de la princesse Clémentine.

M. Bertrand vient d'engager pour ce rôle M<sup>lle</sup> Pauline Lyon.

La 7<sup>e</sup> représentation de Ray-Blas a produit 6,724 francs de recette. Chiffre le plus élevé qui ait été atteint au théâtre de l'Odéon.

Nous apprenons que la réouverture des représentations au Théâtre-Italien ne se fera pas avec Lucia, cet ouvrage n'étant pas encore prêt.

C'est avec la Traviata qu'aura lieu l'inauguration. Cet opéra servira de début à M<sup>lle</sup> Ramirez, qui aura pour partenaires MM. Gardoni et Vergès.

Lucia sera donnée la semaine prochaine.

Les journaux de théâtre préparent déjà la sortie de M. Halanzyer, de l'Opéra.

« Gardera-t-il, ne gardera-t-il pas l'Opéra ? Il ne le sait lui-même... M. Halanzyer déclare... etc., etc. »

Ainsi donc, M. Halanzyer aura touché la moitié de la subvention pour jouer six mois d'hiver, pendant lesquels il n'a monté aucun ouvrage nouveau et a réalisé un bénéfice que nous n'hésitons pas à déclarer considérable, et maintenant il voudrait passer la main, laissant l'Opéra en plan quand arrive la mauvaise saison.

Voilà un beau résultat, monsieur Jules Simon, qui démontre votre incapacité absolue comme ministre des beaux-arts. Vous avez gravement compromis les intérêts les plus sérieux, en acceptant des fonctions auxquelles vous n'entendez absolument rien. Votre séjour aux beaux-arts, séjour qui se prolonge comme une mauvaise plaisanterie, comptera parmi ceux qui auront été les plus funestes à notre école nationale de musique.

VALENTINO. — L'administration prépare pour jeudi prochain son dernier Bal masqué. A deux heures, le Quadrille infernal, suivi de l'entracte général de la salle. — Par extraordinaire, le bal commencera à huit heures et demie. — Prix d'entrée : 3 francs.

Jeu, 7 mars, — mi-carême, — dernier BAL MASQUÉ de la saison à l'Opéra. — Par extraordinaire, 20 troupes de chœurs et d'orchestre sous la direction de Strauss, exécuteront le quadrille des Chasses, de Rossini. — Prix d'entrée : un Cavalier, 10 fr., une dame, 5 fr.

Nota. Ne seront reçus que les cavaliers en tenue habit (habit et pantalon noirs) ou costumés. S'adresser pour la location, rue Drouot, 3.

## PRINTEMPS

Rue du Havre, boulevard Haussmann, rue de Provence.

MISE EN VENTE DE LA PREMIÈRE SÉRIE DES ÉTOFFES NOUVELLES

Visitez la Photographie de la Presse artistique, rue Montmartre, 123. J. BÉROT, peintre. Les belles reproductions, portraits et portraits-cartes, sont accueillis avec succès par le public. — Prix modérés.

Quantités de tissus et nouveautés pour grands deuil. — Robes sur mesure en dix heures. — Au Sablier, 30, boulevard Montmartre.

Un croquis 100,000 d'outils de mouches sur fil, C<sup>ie</sup> Irlandaise, 38, rue Tronchet. — Spécialité.

Insensibilisateur Duchesne. Extractions et pose de dents sans douleur, 45, rue Lafayette.

PHARMACIE NORMALE, r. Drouot, 15, PARIS

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 5 mars 1872.

Céréales

Le blé est un peu moins tenu. Mais de cette fermeté à une reprise sérieuse il y a loin, et par le beau temps qui fait, les détenteurs ne doivent pas espérer de sitôt une grande amélioration. Les menus grains ont une tendance de plus en plus faible.

Farines de consommation

Sans changement. Choix et marques D, 73 » à » ». — Bonnes marques, 71 » à 72 » ». — Sortes courantes et ordinaires, 68 » à 70 » ».

Farines de commerce

On trouve acheteurs.

Farines huit marques

Dispon., 70 50. — Cour. du mois, 70 50. — Prochain, 70 50. — A de mai, 71 » ».

Farines supérieures

Dispon., 68 75. — Cour. du mois, 68 75. — Prochain, 69 » ». — A de mai, 69 50.

Huiles

L'huile de colza est en légère baisse. Disp., 104 » ». — Cour. du mois, 104 » ». — Prochain, 104 » ». — Mai et juin, 104 » » ; juillet et août, 104 » » ; 4 derniers, » » ».

Huiles de lin

L'huile de lin est calme. Disp., 98 » ». — Cour. du mois, 98 » ». — Prochain, 98 » ». — A de mai, 98 50.

Trois-six

Même faiblesse persistante. Dispon., 62 50. — Cour., 62 50. — Prochain, 63 50. — A de mai, 64 » ».

Sucre

88° saccharimétriques, 67 » à » ». — Livrables, 68 » à » ». — Blanc n° 3, 75 50 à » ». — Rafinés, suivant mérite, 152 » à » ».

L'Administrateur co-Gérant, Louis GAL.

PARIS. — IMP. SERREUR ET C<sup>ie</sup>, RUE MONTMARTRE, 123

## HAILET

Grand succès de l'Opéra

Opéra chanté à Paris, Londres et Bruxelles, par : MM. Taubert, Cottogni, Santley, Corsi, Balval, M<sup>lle</sup> Nilsson, Sessa, M<sup>lle</sup> Gueyraud, Thibaut. Partitions française et italienne, Piano et Chant, Piano solo, Piano à mains, Transcriptions, Arrangements

En vente, au Ménéstrel, 2 bis, rue Vivienne. — HERUEL et C<sup>ie</sup>, éditeurs pour la France et l'Etranger.

Paroles de MM. Michel CARRE et Jules BARBIER

Musique d'AMBOISE THOMAS, de l'Institut

italienne, Piano et Chant, Piano solo, Piano à mains, Transcriptions, Arrangements

Grand succès de la salle Favart

Opéra chanté à Paris, Londres et Pétersbourg, par : MM. Achard, Canou, Botini, Faure, Graziani, M<sup>lle</sup> Galli-Marie, Nilsson, Lucca, Trebelli, et morceaux détachés

Grand succès de la salle Favart

Opéra chanté à Paris, Londres et Pétersbourg, par : MM. Achard, Canou, Botini, Faure, Graziani, M<sup>lle</sup> Galli-Marie, Nilsson, Lucca, Trebelli, et morceaux détachés

Grand succès de la salle Favart

Opéra chanté à Paris, Londres et Pétersbourg, par : MM. Achard, Canou, Botini, Faure, Graziani, M<sup>lle</sup> Galli-Marie, Nilsson, Lucca, Trebelli, et morceaux détachés

Grand succès de la salle Favart

Opéra chanté à Paris, Londres et Pétersbourg, par : MM. Achard, Canou, Botini, Faure, Graziani, M<sup>lle</sup> Galli-Marie, Nilsson, Lucca, Trebelli, et morceaux détachés

Grand succès de la salle Favart

Opéra chanté à Paris, Londres et Pétersbourg, par : MM. Achard, Canou, Botini, Faure, Graziani, M<sup>lle</sup> Galli-Marie, Nilsson, Lucca, Trebelli, et morceaux détachés

Grand succès de la salle Favart

Opéra chanté à Paris, Londres et Pétersbourg, par : MM. Achard, Canou, Botini, Faure, Graziani, M<sup>lle</sup> Galli-Marie, Nilsson, Lucca, Trebelli, et morceaux détachés

## HAILET

Grand succès de l'Opéra

Opéra chanté à Paris, Londres et Bruxelles, par : MM. Taubert, Cottogni, Santley, Corsi, Balval, M<sup>lle</sup> Nilsson, Sessa, M<sup>lle</sup> Gueyraud, Thibaut. Partitions française et italienne, Piano et Chant, Piano solo, Piano à mains, Transcriptions, Arrangements

En vente, au Ménéstrel, 2 bis, rue Vivienne. — HERUEL et C<sup>ie</sup>, éditeurs pour la France et l'Etranger.

Paroles de MM. Michel CARRE et Jules BARBIER

Musique d'AMBOISE THOMAS, de l'Institut

italienne, Piano et Chant, Piano solo, Piano à mains, Transcriptions, Arrangements

Grand succès de la salle Favart

Opéra chanté à Paris, Londres et Pétersbourg, par : MM. Achard, Canou, Botini, Faure, Graziani, M<sup>lle</sup> Galli-Marie, Nilsson, Lucca, Trebelli, et morceaux détachés

Grand succès de la salle Favart

Opéra chanté à Paris, Londres et Pétersbourg, par : MM. Achard, Canou, Botini, Faure, Graziani, M<sup>lle</sup> Galli-Marie, Nilsson, Lucca, Trebelli, et morceaux détachés

Grand succès de la salle Favart

Opéra chanté à Paris, Londres et Pétersbourg, par : MM. Achard, Canou, Botini, Faure, Graziani, M<sup>lle</sup> Galli-Marie, Nilsson, Lucca, Trebelli, et morceaux détachés

Grand succès de la salle Favart

Opéra chanté à Paris, Londres et Pétersbourg, par : MM. Achard, Canou, Botini, Faure, Graziani, M<sup>lle</sup> Galli-Marie, Nilsson, Lucca, Trebelli, et morceaux détachés

Grand succès de la salle Favart

Opéra chanté à Paris, Londres et Pétersbourg, par : MM. Achard, Canou, Botini, Faure, Graziani, M<sup>lle</sup> Galli-Marie, Nilsson, Lucca, Trebelli, et morceaux détachés

Grand succès de la salle Favart

Opéra chanté à Paris, Londres et Pétersbourg, par : MM. Achard, Canou, Botini, Faure, Graziani, M<sup>lle</sup> Galli-Marie, Nilsson, Lucca, Trebelli, et morceaux détachés

## HAILET

Grand succès de l'Opéra

Opéra chanté à Paris, Londres et Bruxelles, par : MM. Taubert, Cottogni, Santley, Corsi, Balval, M<sup>lle</sup> Nilsson, Sessa, M<sup>lle</sup> Gueyraud, Thibaut. Partitions française et italienne, Piano et Chant, Piano solo, Piano à mains, Transcriptions, Arrangements

En vente, au Ménéstrel, 2 bis, rue Vivienne. — HERUEL et C<sup>ie</sup>, éditeurs pour la France et l'Etranger.

Paroles de MM. Michel CARRE et Jules BARBIER

Musique d'AMBOISE THOMAS, de l'Institut

italienne, Piano et Chant, Piano solo, Piano à mains, Transcriptions, Arrangements

Grand succès de la salle Favart

Opéra chanté à Paris, Londres et Pétersbourg, par : MM. Achard, Canou, Botini, Faure, Graziani, M<sup>lle</sup> Galli-Marie, Nilsson, Lucca, Trebelli, et morceaux détachés

Grand succès de la salle Favart